

LE SG DE L'UGTT L'A AFFIRMÉ

Israël cherche à normaliser avec la Tunisie pour cerner l'Algérie

P 16

CÉVITAL
Rebrab prend sa retraite et place son fils

P 16

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

Jeudi 23 juin 2022 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5572 - 19^e année

ORGANISATION DES JM D'ORAN



Les plans sordides neutralisés

P 3

SAISON ESTIVALE, FEUX DE FORÊTS, RENTRÉE SCOLAIRE ET CÉLÉBRATION DU 5 JUILLET

Beldjoud secoue les walis

P 4

ALORS QU'IL ÉTAIT PRESENTI POUR CHANGER D'AIR



Mahrez parti pour rester à Manchester City

P 7

HIPPODROME GHELLAB ATTIA-M'SILA, CET APRÈS-MIDI À 16H00

Il y aura du monde à l'arrivée

P 14

LES COURSES EN DIRECT

AHMED ABOUL GHEIT MET FIN À L'INTOX

« L'Algérie prépare très sérieusement le Sommet arabe »

LIRE EN PAGE 16



Ph : APS

PAMELA TSHWETE, VICE-MINISTRE SUD-AFRICAINE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL :

« Nous accompagnons le combat sahraoui jusqu'à la victoire finale »

► PILLAGE COLONIAL AU SAHARA OCCIDENTAL

Les paysans français protestent

P 3



Ph : Mourad Sid

LA VICE-MINISTRE SUD-AFRICAINE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL, PAMELA TSHWETE :

« Nous accompagnons le combat sahraoui jusqu'à la victoire finale »

La vice-ministre sud-africaine du Développement social, Pamela Tshwete, membre du congrès national africain (ANC) fondé par Nelson Mandela et ses camarades dans leur lutte contre le système d'apartheid en Afrique du sud a affirmé, à partir d'Alger, que « le soutien indéfectible de son pays au juste combat du Front Polisario jusqu'à la victoire contre l'occupation marocaine au Sahara occidental ».



Ph: Mourad Sid

Animant avec les membres de la délégation de femmes sud-africaines une conférence de presse, à Alger, après leur retour des camps des réfugiés sahraouis, où elles ont été invitées aux travaux, du 18 au 20 juin derniers du 9ème congrès de l'Union nationale des femmes sahraouies (UNFS), Mme Pamela Tshwete, s'est dite, mardi, outrée et en colère de voire qu'« il y a encore toute un peuple qui vit dans des camps de réfugiés et dans des territoires occupés et n'est pas en mesure d'engranger les bénéfices de ses droits fondamentaux, dont le droit à vivre libre et indépendant sur ses terres, le Sahara occidental ». « C'est une honte ! » s'indigne celle qui a eu un parcours de militante dans le combat libérateur du peuple sud-africain contre le système politique d'apartheid, qui bénéficiait, « de soutiens de pays occidentaux, d'Israël et du Maroc » rappelle

avec insistance, Pamela Tshwete. Des soutiens qui n'ont pas été d'un grand secours à l'Apartheid, qui par le combat persistant et des sacrifices des Sud-africains ainsi que le soutien de pays, citant particulièrement l'Algérie, que le monde a assisté encore une fois « à la libération d'un peuple » comme nombreux avant le peuple sud-africain ont mis en branle le colonialisme, et d'affirmer ce pourquoi « il est important de rester ferme dans le soutien aux causes justes et aux peuples colonisés, le Palestinien et Sahraoui ».

Affirmant que « nous restons engagés pour une meilleure Afrique et un meilleur monde débarrassé des chaînes du colonialisme » notamment en Afrique, la conférencière rappelle que « notre continent n'a pas

achevé sa décolonisation tant que le peuple sahraoui est privé de son droit à l'autodétermination », comme le dicte la légalité internationale et aussi les lois et les leçons de l'Histoire des peuples ayant combattu pour en finir avec la domination coloniale, la vice-ministre sud-africaine Pamela Tshwete a réaffirmé « l'engagement continu de Pretoria pour libérer le continent africain des chaînes du colonialisme ». Lors de cette conférence de presse, organisée, par le Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui (CNASPS), Mme Tshwete a déclaré, à partir d'Alger, dans ses réponses aux questions des médias « Nous réaffirmons, au nom du leadership des membres du congrès de la Ligue des femmes africaines et du peuple

d'Afrique du Sud notre soutien à l'autodétermination au Sahara occidental ».

« L'UA doit faire respecter son Acte constitutif par le Maroc qui l'a paraphé pour adhérer cette institution africaine dont la RASD est membre fondateur et à part entière »

Par sa déclaration « il est important de rester ferme dans le soutien aux causes justes », elle dira plus loin, que la primauté de la force du droit international sur d'autres considérations, est de mise, pour la préservation de la paix et la sécurité, notamment sur notre continent. Une fermeté dont l'Algérie « a fait preuve » dira la vice-ministre sud-africaine, « en décidant souverainement de suspendre l'Accord d'amitié et de Coopération avec l'Espagne », lequel pays, rappelle

l'une des membres du congrès de la Ligue des femmes africaines et du peuple d'Afrique du Sud « avait trahi en 1975 le peuple sahraoui, en renonçant à l'achèvement du processus de décolonisation et ouvrant par-là la voie à l'occupation marocaine ». Rappelant que son pays avait, il y a peu pris la décision de saisir un bateau acheminant le phosphate spolié par l'occupant marocain des territoires sahraouis occupés, elle dira qu'il « est important de soutenir le peuple sahraoui par tous les moyens, comme ce fut le cas du soutien que nous avons eu lors de notre combat contre l'apartheid ». Pointant du doigt la persistance du Maroc à tourner le dos aux droits légitimes du peuple sahraoui et à la légalité internationale, elle explique que c'est en raison de cette posture que Rabat « manœuvre manipule et distille sa propagande » avec le soutien « de certains lobbies de la Francophonie » au profit des « intérêts de grandes puissances » et de rappeler les tentatives visant à faire admettre l'entité sioniste au sein de l'Union africaine, en vue d'avertir-elle « de semer la désunion » dans les rangs et miner le travail de l'institutions africaine, dans l'intérêt des peuples africains.

Magdeline Mounsamé l'avocate et ex-député, présidente de l'institution pour la justice et membre active à l'association sud-africaine de soutien au peuple sahraoui a déclaré, dans son intervention que « Nous condamnons la normalisation des relations entre le Maroc et Israël » deux systèmes coloniaux, l'un au Sahara occidental et l'autre en Palestine. Appelant l'Union africaine (UA) à faire respecter les textes de son Acte constitutif par le Maroc, qui l'a paraphé pour son adhésion à l'UA, « dont la République arabe sahraouie démocratique est membre fondateur et à part entière », a-t-elle précisé. Réaffirmant la justesse de la lutte du peuple sahraoui et de son représentant, unique et légitime le Front Polisario, Magdeline Mounsamé a pointé du doigt la responsabilité du Conseil de sécurité dans « l'inachèvement à ce jour du processus de décolonisation au Sahara occidental » et donc a-t-elle ajouté « sa responsabilité des souffrances du peuple sahraoui du fait de l'occupation marocaine, notamment les sahraouis des territoires occupés subissant les pires exactions ». Poursuivant, elle appelle avec fermeté « à l'élargissement du mandat de la mission des Nations unies pour un référendum au Sahara occidental (Minurso) » à l'exemple des autres missions déployées par l'ONU dans différentes régions du monde, sans manquer de dénoncer « la politique de deux poids deux mesures de la communauté internationale ». Concluant, la vice-ministre sud-africaine du Développement social, Pamela Tshwete a affirmé « nous accompagnons le combat sahraoui jusqu'à la victoire finale ».

RAPPORT DE L'AMDH SUR LES DROITS DE L'HOMME AUX MAROC

« Une politique de répression et de violation qui n'est ni circonstancielle ni occasionnelle »

Le régime marocain a poursuivi en 2021 sa politique de répression et de violation des droits humains et des libertés fondamentales. Une politique qui « n'est ni circonstancielle ni occasionnelle » affirme l'Association marocaine des droits de l'Homme (AMDH) dans son dernier rapport annuel sur la situation des droits de l'Homme au royaume.

Pour les rédacteurs du rapport, la situation des droits humains au Maroc « a fait du sur-place, voire même montré que les violations que connaissent de nombreux droits et libertés fondamentaux dans le pays ne sont ni circonstancielle ni occasionnelle » affirment les membres de l'AMDH, dans leur rapport rendu public, mardi, lors d'une conférence de presse à Rabat. Le document qui comprend trois axes principaux autour de trois thématiques; à savoir : les droits civils et politiques, les droits économiques, sociaux et culturels ou encore les droits de personnes ou groupes spécifiques, dans son premier axe, le rapport de l'AMDH s'est arrêté sur une série de « violations touchant les droits civils et politiques », citant « les prisons qui regorgent encore de nombreux détenus politiques et d'opinion ». Le document cite, notamment, « les cas qui ont été suivis par l'AMDH, en particulier ceux qui ont été poursuivis et jugés dans le Hirak du Rif, et qui n'ont pas été inclus dans les décisions d'amnistie, ainsi que ceux qui ont été arrêtés à la suite de tweets, de publications ou de vidéos sur les réseaux

sociaux (...) », notant qu'en septembre 2021, ce rapport a dénombré environ « 120 détenus (e)-s et des dizaines de convocations, d'arrestations et de poursuites judiciaires ». En ce qui concerne le droit à la vie, le rapport de l'AMDH qui rappelle avec insistance qu'« il s'agit d'abord d'un droit humain suprême (...) et que l'État étant censé protéger et garantir les conditions adéquates et suffisantes pour sa préservation », le rapport affirme que ce droit des citoyens « est violé dans notre pays pour de nombreuses raisons et dans de multiples endroits ». Et de poursuivre, dans ce sens, en citant : « un grand nombre de citoyen(ne)-s perdant leur vie à cause de la négligence, du manque d'assistance médicale nécessaire dans les hôpitaux, du non-respect des règles et normes de sécurité dans les chantiers et les usines » et aussi, « de la noyade dans les mers en quête de condition de vie digne, ou dans les fleuves, les barrages et les plages à cause de l'absence de piscines ou encore le suicide dû aux pressions psychologiques, sociales et économiques... ».

« UNE RÉGRESSION EXCEPTIONNELLE ET SANS PRÉCÉDENT DE LA LIBERTÉ D'INFORMATION ET D'EXPRESSION AU MAROC »

Concernant la liberté d'information, de presse et d'internet, le rapport de l'AMDH révèle que le Maroc a connu, en 2021, une « régression exceptionnelle et sans précé-

dent, puisque les arrestations et les procès arbitraires de journalistes et de blogueurs se sont poursuivis, dans un contexte autoritaire marqué par la répression et les restrictions à la liberté des médias, en plus des médias de diffamation et qui s'attaquent aux journalistes indépendants, les politiciens et les défenseurs des droits humains ».

Selon l'Association, « la vague de pression judiciaire contre les journalistes se poursuit. En plus des procès qui ont duré des années contre de nombreux acteurs des médias, les suivis judiciaires des journalistes ont repris de nouveau pour se concentrer, cette fois, sur les questions éthiques affectant leur vie personnelle, en continuant à utiliser la femme comme un outil dans de tels procès ». Enfin, en ce qui concerne le droit à un développement environnemental et durable sain, le rapport fait observer que, depuis plus de 10 ans, le Maroc qui est dans la phase de « transition environnementale », l'ampleur des problèmes et les questions environnementales à résoudre montrent clairement que « la dégradation des ressources naturelles du pays, en particulier les ressources non renouvelables, a atteint un niveau alarmant et critique dans certaines zones fragiles et sensibles » à travers le Maroc. Dans ce contexte, l'AMDH soupçonne également que « la qualité de l'air, qui est de plus en plus dégradée, est la cause de décès de milliers de personnes annuellement ».

R. I.

Karima Benour

L'ALGÉRIE NEUTRALISE LES PLANS SORDIDES DU MAKHZEN QUI MANŒUVRE POUR SABORDER LE RENDEZ-VOUS

Les JM d'Oran entre de bonnes mains

Le complot contre la 19^e édition des Jeux méditerranéens, que s'apprête à abriter Oran à partir du 25 juin prochain, n'est pas une vue d'esprit, mais une réalité avec laquelle il faudra se montrer vigilants. Mardi le commissaire aux jeux Aziz Derouaz, a fait état de 18 000 tentatives de hacking, toutes mises en échec, du site dédié à la vente des billets d'entrée à la cérémonie d'ouverture des jeux.



Aziz Derouaz

Ces propos prennent tout leur sens quand on apprend qu'il y a environ deux semaines, le makhzen avait rameuté ses relais pour faire échec aux JM d'Oran. Un salon de discussion mis en place par les services marocains avait donné comme consigne à ses mouches électroniques de faire preuve d'ingéniosité pour saborder la 19^e édition des JM. On entend clairement dans la discussion de ces éléments du makhzen, notamment un certain Issam, qui proposait le lan-

gement d'une campagne médiatique, via le net, de dénigrement de l'Algérie et de ses capacités à réussir l'organisation des JM. Il avait appelé ses subordonnés à mener une guerre totale à l'Algérie sur tous les plans, notamment politique, sportif et culturel pour ternir l'image de notre pays. « Vous pouvez utiliser les photos récoltées sur le Net, notamment celles des derniers jeux de la francophonie que vous présenterez comme prises à Oran et que vous adresserez au Comité international des JM pour noircir l'image de l'Algérie. Il ne faut pas les laisser tranquilles », avait-il donné comme consigne à ses

ouailles. Son interlocuteur, qui se présentait comme modérateur du salon ouvert à cet effet, un certain Fouad n'a pas manqué, lui aussi, d'appeler les mouches électroniques à lancer un hashtag et à le diffuser largement pour empêcher le déroulement serein des jeux à Oran. L'information évoquée par le commissaire des jeux prouve que le plan du makhzen et son acolyte, Israël, est bien lancé. Il faudra se montrer vigilants pour ne pas laisser l'occasion aux ennemis du pays, d'attenter à sa réputation, sa sécurité ou son image. À ce propos, il a mis en exergue la réussite du système mis en place pour

sécuriser les deux plate-formes dédiées à l'opération vente électronique de billets qui a permis, a-t-il relevé, de mettre en échec pas moins de 18 000 tentatives de hacking. Le nombre de tentatives d'attaques en moins d'une journée renseigne sur l'entreprise de destruction que tentent de mettre en œuvre nos ennemis. La mise en échec de ces tentatives prouve non seulement l'efficacité du système de cyber-sécurité mais aussi la célérité avec laquelle la structure de veille a su parer à ses attaques et les mettre en échec.

Slimane B.

PILLAGE COLONIAL AU SAHARA OCCIDENTAL

La Confédération paysanne française exige l'interdiction des importations des produits agricoles

La Confédération paysanne française vient de faire un grand geste de solidarité avec le peuple sahraoui en lutte pour libérer son pays, le Sahara occidental, ex-colonie espagnole, actuellement occupé par le Maroc. Des sources médiatiques ont fait savoir que le syndicat agricole français veut interdire les importations des fruits et légumes du Sahara occidental, pour la simple et bonne raison que ce pays est considéré par l'ONU comme « non autonome ».

Dans ce cas, la Confédération paysanne française veut rendre obligatoire l'étiquetage, mentionnant le caractère d'« occupation », conformément à la décision du tribunal de l'Union européenne (UE) qui avait tranché la question dans ce sens en septembre 2021. Le tribunal de l'UE, basé à Luxembourg, avait alors annulé deux accords commerciaux, dans l'agriculture et la pêche, entre le Maroc et l'UE concernant le Sahara occidental à la suite de recours du Front Polisario, car ces accords ont été imposés illégalement au peuple sahraoui, contre son consentement. Pour expliquer sa décision, le Tribunal de l'UE a aussi reconnu le Front Polisario « sur le plan international en tant que représentant du peuple du Sahara occidental ». « Nous appelons les dirigeants européens à se conformer aux arrêts du Tribunal car leur défiance à l'égard de la justice euro-

péenne continue à entraver le processus de décolonisation du Sahara », avait déclaré Oubi Bouchraya, responsable du Polisario chargé de l'Europe et l'UE. Pour Rabat, la partie la plus importante de ce partenariat a trait à l'exportation de ses produits agricoles vers l'Europe. Auparavant, en juillet 2021, l'eurodéputé, Jordi Canas, du parti espagnol Ciudadanos avait appelé la Commission européenne à ouvrir une enquête sur les pratiques illégales du Maroc qui exporte des produits agricoles issus du Sahara occidental occupé vers l'UE en violation des règles d'étiquetage de l'UE et de nombreuses lois européennes.

Ces pratiques marocaines font qu'il est impossible pour le consommateur européen de connaître l'origine réelle des produits, générant également une concurrence déloyale avec les producteurs européens faisant baisser la production de tomates dans des pays producteurs comme l'Espagne, avait déploré Jordi Canas. La Coordinatrice des Organisations d'agriculteurs et d'éleveurs (COAG) avait également réagi à cette situation en dénonçant les manœuvres de la Commission européenne consistant à maquiller l'illégalité des accords agricoles avec le Maroc en incluant les produits issus des territoires occupés du Sahara occidental, en contradiction avec l'ONU, qui ne recon-

naît pas la souveraineté du Maroc sur le territoire occupé du Sahara occidental. Mais le Conseil d'Etat français, plus haute juridiction administrative en France, au lieu de se conformer à la décision du tribunal de l'UE, s'est aligné sur la position pro-marocaine des autorités françaises, et a suspendu la procédure concernant l'importation de fruits et légumes provenant du Sahara occidental et leur étiquetage. Comme l'a révélé la crise en Ukraine, les pays de l'UE, dont la France, si prompts à établir, de façon unilatérale, l'embargo sur tout ce qui est russe - y compris les œuvres de l'écrivain Dostoïevski et du musicien Tchaïkovski - refusent d'appliquer des décisions émanant du tribunal de leur propre entité, l'UE, et continuent d'importer comme étant marocains, des produits issus du pillage illégal des ressources agricoles du Sahara occidental, dont le peuple est en lutte pour son indépendance, ou des produits prétendument « made in Israël » alors qu'ils proviennent de territoires palestiniens occupés. C'est un jeu malsain qui n'étonne pas les peuples des pays, comme l'Algérie, qui étaient sous domination de puissances européennes. C'est tout à l'honneur de la Confédération paysanne française d'appeler la France au respect du droit international et à l'application des décisions de justice de l'UE.

M'hamed Rebah

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ TRANSNATIONALE ORGANISÉE L'expérience algérienne mise en avant

Le Conseil de la nation a pris part lundi et mardi derniers aux travaux d'une conférence internationale de haut niveau tenue à Naples (Italie) sur la criminalité transnationale organisée selon la convention de Palerme. Selon un communiqué du Conseil, cette conférence vise à renforcer la coopération parlementaire internationale en matière de lutte contre la criminalité transnationale organisée en assurant aux parlementaires une plateforme d'interaction et d'échange de vues, d'expériences et d'expertises avec les représentants des gouvernements, les experts et les spécialistes dont des organisations internationales activant dans le domaine. Cette plateforme permettra, a ajouté le document, de définir les meilleures pratiques et propositions légales pour la mise en œuvre de la convention de Palerme et passer en revue les défis et les obstacles entravant les pays engagés dans la lutte contre ce fléau dangereux. Ont été abordés lors de cette conférence qui a vu la participation de 31 pays membre de l'APM nombre de thèmes, entre autres, le passage des clandestins, la traite d'humains, le trafic d'armes à feu notamment dans les foyers de tension, la relation entre la criminalité transnationale organisée et le terrorisme en sus de l'exploitation des TIC par les groupes criminels. Intervenant à l'occasion, le sénateur et vice-président de l'APM, Ilyas Achour a mis en avant l'expérience algérienne en termes de lutte contre les deux fléaux selon une stratégie nationale inclusive à laquelle le Parlement avait apporté sa contribution par l'adoption d'une batterie de lois garantissant la protection, la prévention, la répression et le châtiement à l'instar de la loi relative à la lutte contre la corruption et la loi relative à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Il a rappelé que l'Algérie a été classée première à l'échelle arabe en termes de lutte contre la criminalité organisée, selon un récent rapport de l'Indice mondial du crime organisé 2021. Il s'agit d'un classement bien mérité vu les efforts consentis et les moyens mobilisés appuyés par une volonté politique soutenant cette tendance notamment dans l'Algérie nouvelle, dont les fondements ont été jetés par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a mis l'accent dans son rapport soumis à l'Union africaine (UA) en sa qualité de coordonnateur de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent en Afrique, sur l'impact du terrorisme et de la criminalité transnationale sur la bonne gouvernance, le développement socio-économique, la paix et la sécurité, plaidant pour une approche globale et intégrée en matière de stratégies à mettre en œuvre pour une meilleure compréhension du fléau. Pour rappel, la Convention de Palerme, ratifiée par l'Algérie est la Convention des Nations Unies contre la Criminalité transnationale organisée, a été adoptée en vertu de la résolution 55/25 de l'Assemblée générale de l'ONU du 15 novembre 2000, et ouverte à la signature par les États membres lors d'une conférence politique de haut niveau tenue à Palerme en Italie, du 12 au 15 décembre 2000.

Ania Nch

SAISON ESTIVALE, FEUX DE FORÊTS, RENTRÉE SCOLAIRE ET CÉLÉBRATION DU 60E ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE

Kamel Beldjoud secoue les walis

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, a présidé, mardi, une réunion de coordination, par visioconférence, avec les walis, dans le cadre du suivi de la prise en charge des différents dossiers du secteur, notamment ceux liés au cadre de vie et aux préoccupations des citoyens, a indiqué un communiqué du ministère.

En effet, dans le cadre du suivi de la saison estivale, le ministre a appelé les walis d'«exécuter le plan de travail tracé au niveau local», soulignant «l'impératif de réunir toutes les conditions de bien-être et de sécurité en faveur des estivants», a indiqué un communiqué de presse, précisant que ladite réunion a également, porté sur la lutte contre les feux de forêts parallèlement aux canicules enregistrées, insistant



Kamel Beldjoud, ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire

sur « la mobilisation de tous les moyens matériels et humains tout en hissant le niveau de vigilance au plus haut niveau afin de guetter les comportements suspects susceptibles de provoquer ces feux outre l'implication du citoyen en tant qu'acteur axial dans les efforts de prévention adoptés par les autorités publiques ». Par ailleurs, l'accent a été mis sur le déroulement de la saison de récolte en rappelant « l'importance du suivi des différentes étapes en coordination avec les services concernés notamment en ce qui concerne les opérations de stockage ».

Selon la même source, la réunion a permis d'évoquer les préparatifs en cours en prévision de la prochaine rentrée scolaire notamment la remise de nouvelles structures éducatives dans les délais fixés tout en assurant leur dotation par des cantines, le chauffage et le transport scolaire. Également et concernant les préparatifs en cours des festivités de la célébration du 60e anniversaire de l'Indépendance, le ministre s'est enquis des dernières retouches relatives à la mise en œuvre des programmes locaux relatifs à l'évènement à travers 58 wilayas, appelant à

donner à ces festivités un caractère spécial en renforçant les activités destinées aux jeunes avec l'implication des différents acteurs de la société civile tout au long de l'année. Il est à rappeler que lors de la dernière rencontre du président de la République Abdelmadjid Tebboune et les walis et les walis délégués, le chef de l'État a tenu à rassurer les cadres gestionnaires, quant à leur protection par un arsenal législatif et réglementaire à même de leur permettre d'accomplir leurs missions, loin de toute crainte de poursuites judiciaires.

Sarah O.

BILAN OPÉRATIONNEL DE L'ANP

Plus de 13 quintaux de drogue marocaine saisis en une semaine

En une semaine, les éléments de l'Armée nationale populaire ont réussi l'exploit d'empêcher, à travers les frontières avec le Maroc, de l'entrée d'une quantité de 13 quintaux de kif traité, selon le bilan opérationnel de l'ANP allant du 15 au 21 juin courant. En outre, précise un communiqué du ministère de la Défense nationale rendu public à cet effet, onze éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés durant cette période.

« Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts intenses visant à contrecarrer le fléau du narcotraffic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité au niveau des territoires des 2ème et 3ème Régions militaires (RM), 9 narcotrafiquants et ont déjoué des tentatives d'introduction de grandes quantités de drogues à travers les frontières avec le Maroc, s'élevant à 13 quintaux et 68 kilogrammes de kif traité », indique le communiqué, ajoutant que « 19 autres narcotrafiquants ont été arrêtés en leur possession 9 kilogrammes de la même substance et 4 9831 comprimés psychotropes lors de diverses opérations exécutées à travers les autres RM ». Par ailleurs, des détachements de l'ANP « ont intercepté, à Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Guezzam et Djanet, 83 individus et saisi 21 véhicules, 104 groupes électrogènes, 47 marteaux-piqueurs, 5 détecteurs de métaux, ainsi que des outils de détonation et des équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite », ajoute le communiqué, relevant que « 9 autres individus ont été appréhendés et

10 fusils de chasse, 13 000 paquets de tabacs, 31 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande ont été saisis à Ouargla, El Oued, In Guezzam, Batna et Khenchela ».

En outre, les Garde-frontières « ont déjoué, en coordination avec la Gendarmerie nationale, des tentatives de contrebande d'immenses quantités de carburants s'élevant à 32 740 litres à Bordj Badji Mokhtar, El Oued, Tébessa, El Tarf et Souk

Ahras », selon la même source, précisant que dans un autre contexte les Gardes-côtes « ont déjoué, au niveau de nos côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au sauvetage de 48 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 280 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national ».

Sarah O.

ÉCOLE SUPÉRIEURE MILITAIRE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Sortie des promotions « M'hamed Yazid »

La cérémonie de sortie de plusieurs promotions au titre de l'année 2021-2022 a été organisée, mardi à l'École supérieure militaire de l'Information et de la Communication à Sidi-Fredj, sous la présidence du général major Sabaa Mabrouk, directeur de l'Information et de la Communication à l'état-major de l'Armée nationale populaire.

Baptisées du nom du défunt moudjahid "M'hamed Yazid", ces nouvelles promotions sont composées de la 2e promotion de formation universitaire, cycle master professionnel spécialité "communication opérationnelle", de la 2e promotion de la formation de Licence universitaire au système LMD dans trois spécialités: "correspondant de guerre,

information militaire et communication institutionnelle", et de la 10e promotion des cours de perfectionnement d'officiers, spécialité "Communication". Il s'agit également de la 5e promotion des cours de spécialisation d'officiers en communication, la 1e promotion de la formation d'application en communication, la 10e promotion du brevet militaire professionnel N 1, spécialité "techniques audiovisuelles" et la 5e promotion du brevet militaire professionnel N 2, spécialité "Techniques Audiovisuelles". S'exprimant à cette occasion, le commandant de l'École, Colonel Mohamed Zitouni, a évoqué les aspects de la formation militaire, universitaire et spécialisée en sciences de l'information et de

la communication dont ont bénéficié les étudiants tout au long du stage, et ce, conformément à des programmes théoriques et d'application sous la supervision d'une élite de professeurs militaires et civils afin d'assurer une formation qualitative en diapason avec les progrès réalisés dans le domaine de l'information et de la communication. Le Commandant de l'École a déclaré que les étudiants "ont reçu une formation militaire, théorique, pratique, complémentaire et équilibrée conformément à des programmes étudiés en vue de réaliser une haute capacité et une compétence scientifique et cognitive pour leur permettre de s'acquitter pleinement de leurs missions opérationnelles avec soin et

excellence", appelant les promotions sortantes à l'impératif de "faire preuve de discipline, de fidélité, d'abnégation et de patriotisme pour défendre les valeurs nationales et accomplir leurs missions avec professionnalisme". La cérémonie a été marquée par l'inspection des promotions sortantes par le général major Sabaa Mabrouk et la remise de grades et de diplômes aux premiers lauréats dont des élèves du Sahara occidental. Il a été procédé ensuite à la passation de l'emblème national entre la promotion sortante et celle suivante et à l'appellation de la promotion sortante au nom du défunt moudjahid M'hamed Yazid ainsi qu'à la présentation de parades militaires.

R. N.

L'ALGÉRIE EXPLIQUE SON APPROCHE DANS LA LUTTE CONTRE LA MIGRATION IRRÉGULIÈRE S'attaquer aux causes profondes du phénomène

Le président de la Commission des affaires étrangères au Conseil de la nation, Omar Dadi Adoune, a affirmé, mardi depuis la Turquie, que la question de la migration et des migrants nécessitait une intensification des efforts et une coordination renforcée entre tous les acteurs, rappelant l'engagement de l'Algérie dans le traitement des causes de ce phénomène. Lors de sa participation à la Conférence internationale sur la migration, le sénateur a expliqué que le traitement de ce phénomène requiert de nous tous une intensification des efforts et une coordination renforcée afin de mettre en œuvre des politiques efficaces selon des approches réelles liées non seulement à la protection et à l'intégration, mais aussi à l'élimination radicale des raisons de migration sous toute ses formes. À ce propos, l'Algérie s'est engagée à la question de la migration de manière légale et humaine tout en lui accordant une importance majeure. Elle a également ratifié, en toute responsabilité, les traités et accords pertinents et a adhéré à plusieurs mécanismes juridiques régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme, à la lutte contre la traite des êtres humains et à la protection des travailleurs migrants. Et d'ajouter que l'Algérie a accueilli des milliers de migrants et leur a fourni des moyens d'intégration et un niveau de vie décent, parallèlement à la prise des mesures juridiques et pratiques nécessaires pour faire face au phénomène de la migration clandestine, en particulier à la migration liée à l'insécurité résultant des conflits, de la violence, du terrorisme et de la criminalité organisée. À l'issue de son intervention, le membre du Conseil de la Nation, a rappelé que la voie de développement constitue une priorité nationale dans l'Algérie nouvelle, dont les fondements ont été jetés par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, d'autant que le développement durable équilibré assure de nombreuses solutions à un certain nombre de problèmes, y compris la question de la migration et contribue à l'instauration de la stabilité, de la paix et de la sécurité régionale et internationale.

Ania Nch

LE PL RÉGISSANT LES ZONES FRANCHES ADOPTÉ À L'APN

Parade contre la contrebande

Les membres de l'Assemblée populaire nationale ont adopté, mardi à l'unanimité, le projet de loi définissant les règles régissant les zones franches. Au terme du vote, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig a affirmé que ce projet de loi s'inscrivait dans le cadre de l'exécution des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à développer le commerce extérieur.



aux exigences de l'heure. Le texte de loi, poursuit Rezig, constitue une opportunité pour développer l'économie nationale et renforcer les échanges commerciaux et l'investissement étranger direct et augmenter les recettes du pays en devises. Ainsi, le gouvernement facilitera les activités à l'intérieur de ces zones à travers une série de mesures incitatives en tant qu'outil de la politique de la croissance économique et la mise en place de fondements sous-tendant une vision stratégique du pays pour la création de zones

franches en faisant de celles-ci des points de complémentarité économique, a-t-il rassuré. Dans le cadre de l'application du texte de loi, il sera procédé à la création de zones franches commerciales et d'une entreprise chargée de gérer ces zones, dénommée « Société algérienne des zones franches » et d'une commission nationale des zones franches commerciales placée auprès du ministre du Commerce. Le texte de loi prévoit indique le ministre, l'exonération des activités exercées dans les zones franches de tous droits, taxes, impôts et

prélèvements à caractère fiscal, parafiscal et douanier, à l'exception des droits et taxes liés aux véhicules et voitures touristiques, des taxes liées aux véhicules et voitures destinés à l'exploitation mais également, à l'exception des cotisations et des contributions au système de la sécurité sociale. Ce texte a pour objectif de résoudre le problème de la lutte contre la contrebande à travers le développement du commerce extérieur par la création de zones franches avec les pays africains voisins, a encore expliqué Rezig.

Sarah O.

AUTORISÉE À SOUSCRIRE À HAUTEUR DE 125 ACTIONS L'Algérie bientôt actionnaire de l'Afreximbank

L'Algérie est autorisée à souscrire au capital de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), à hauteur de 125 actions, au titre de son adhésion à cette institution, et ce en vertu d'un décret présidentiel paru au Journal officiel (JO) n° 40. Le document indique qu'« est autorisée, à concurrence de cent vingt-cinq (125) actions, la souscription de la République algérienne démocratique et populaire au capital de la Banque africaine d'import-export, au titre de son adhésion à cette institution », précise le décret présidentiel n° 22-222 datant du 14 juin dernier et signé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. « Le versement de la souscription de l'Algérie, précise la même source, « sera opéré sur les fonds du Trésor public ». L'Afreximbank est une institution financière multilatérale panafricaine dédiée à la promotion du commerce intra et extra-africain qui a été créée en 1993, dont le siège est situé au Caire (Égypte).

R. E.

SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE La CAPC organise une rencontre sur les enjeux du 3^e millénaire

La Confédération algérienne du patronat citoyen organisera dimanche prochain à hôtel Marriott, Alger, une rencontre consacrée à la présentation d'une étude intitulée : « Les enjeux énergétiques du 3^e millénaire et les défis de la sécurité énergétique de l'Algérie ». Lors de cette rencontre, la CAPC ouvrira le débat sur un secteur stratégique qui constitue un outil de décollage économique indéniable à travers l'approvisionnement de la société et l'économie nationales, mais aussi en tant que sources de devises qui servent à financer le développement économique et social. Selon un communiqué de presse, la CAPC posera à travers sa contribution, la problématique fondamentale qui est la place des hydrocarbures dans l'économie nationale (réserves, consommation locale d'énergie, capacités d'exportation, valorisation aval, ...) en prenant en considération les stocks de réserves non renouvelables, les ressources alternatives, les possibilités technologiques et les capacités financières à mobiliser pour réussir la transition énergétique.

S. Oub

ALGEX

Les activités et prestations à titre onéreux fixées

La liste des activités, prestations et travaux pouvant être effectués par l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (ALGEX) a été définie par un arrêté ministériel paru au Journal officiel (JO) n° 40.

Le document ministériel en date du 9 avril 2022 fixant la liste des activités, prestations et travaux pouvant être effectués par l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur, signé par le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, indique que l'ALGEX est autorisée à réaliser des consultations dans le domaine de la prospection des marchés extérieurs, au profit des opérateurs économiques.

Aussi, elle est autorisée à organiser des sessions de formation et de perfectionnement dans le domaine des techniques d'exportation et aux règles du commerce international au profit, notamment des opérateurs économiques et des groupements d'entreprises. L'Agence peut également, selon l'arrêté ministériel en question, procéder à l'organisation des colloques, séminaires, journées d'études et expositions en présentiel ou par visioconférence, au profit, notamment des opérateurs économiques et des groupements d'entreprises. La réalisation et l'édition de revues et diverses publications dans son domaine d'intervention, la réalisation des prestations de reprographie et d'impression, la location des espaces publicitaires à l'intérieur de l'établissement, ainsi que la location des espaces, amphithéâtres et salles de réunions au profit, notamment

des opérateurs économiques et des groupements d'entreprises, font également partie de cette liste. L'encadrement des initiatives dans le cadre de la création des groupements d'entreprises par filières destinées à l'export, ainsi que l'encadrement et l'accompagnement des opérateurs économiques dans la prospection des marchés extérieurs sont également autorisés pour l'Agence. Ces activités, prestations et travaux sont effectués, est-il indiqué, "sur la base de contrats, de commandes, de marchés ou de conventions, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur", souligne le texte, ajoutant que "toute demande de réalisation des activités, prestations ou travaux (...) est introduite

auprès du directeur général de l'agence". S'agissant des recettes constatées par l'ordonnateur, elles sont encaissées, "soit par l'agent comptable, soit par un régisseur, désigné à cet effet", note l'arrêté, expliquant que "les revenus provenant des activités, prestations et travaux sont, après déduction des charges occasionnées pour leur réalisation, répartis conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur". Les recettes et dépenses relatives aux activités, prestations et travaux (...) doivent être, selon le même arrêté, « mentionnées dans une rubrique hors-budget et transcrites sur un registre auxiliaire, ouvert à cet effet", stipule le texte.

R. E.

ENTRÉE EN ALGÉRIE

Vers la levée du protocole sanitaire y compris le test PCR

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, a fait savoir que ses services s'apprentent à formuler aux autorités sanitaires la proposition d'aller vers l'allègement du protocole sanitaire contre la Covid-19. Intervenant mardi en marge de l'ouverture des travaux de la rencontre internationale sur les maladies infectieuses Benbouzid a déclaré qu'« en tant

que spécialistes, nous sommes convenus de formuler une demande auprès du Premier ministre et du président de la République à propos de l'allègement du protocole sanitaire notamment au niveau des aéroports. Il a souligné, à ce propos, que tous les aéroports des pays du monde ont décidé de lever l'obligation du port du masque. Ainsi, a ajouté Ben-

bouzid, l'Algérie va revoir son protocole en fonction de ce qui se passe dans d'autres pays et en fonction également de la situation de notre pays notant que la demande d'allègement du protocole sanitaire pourra également concerner l'obligation du test PCR pour rentrer au pays. Dans le même cadre d'idées, le ministre de la Santé a souligné que les Algériens à

l'étranger paient des laboratoires étrangers pour des tests Covid alors que le nombre de contaminations en Algérie est insignifiant. Il est à rappeler que le porte-parole du Comité scientifique chargé du suivi et de l'évolution du Covid-19, Djamel Fourar, avait également évoqué l'éventualité de la suppression du pass-sanitaire.

Ania Nch

AFGHANISTAN

Au moins un millier de morts dans un puissant séisme

Au moins un millier de personnes ont été tuées et des centaines blessées dans un puissant séisme qui a frappé une zone frontalière isolée du sud-est de l'Afghanistan dans la nuit de mardi à mercredi, selon les autorités, qui craignent que le bilan ne s'élève encore.

"Les gens creusent tombes après tombes", a déclaré le chef du service de l'Information et de la Culture de la province de Paktika, Mohammad Amin Huzaifa, dans un message à la presse. Dans sa seule province, la plus affectée avec celle de Khost, le bilan "a atteint les 1.000 morts et ce chiffre augmente", a-t-il précisé dans un message envoyé à la presse. "Il pleut aussi et toutes les maisons sont détruites. Il n'y a ni tentes, ni nourriture. Des gens sont encore piégés sous les décombres (...) Nous avons besoin d'une aide immédiate", a décrit M. Huzaifa. Le gouvernement, qui a aussi fait état d'au moins 600 blessés, craint que le bilan n'augmente encore, au fil des opérations de secours. Le séisme, d'une magnitude 5,9, est survenu à une profondeur de 10 km vers 01H30 mercredi, tout près de la frontière avec le Pakistan, selon l'Institut sismologique américain (USGS). Une deuxième secousse de magnitude 4,5 a frappé quasiment au même endroit à la même heure, selon l'USGS. Selon Yaqub Manzor, un chef tribal de Paktika, de nombreux blessés provenaient du district de Giyan, dans la province, et ont été transportés à l'hôpital par des ambulances et aussi des hélicoptères. "Les marchés locaux sont fermés et les gens se sont précipités (pour aider) dans les zones affectées", a-t-il déclaré à l'AFP par téléphone. Des photos postées sur les réseaux sociaux montrent des maisons effondrées dans les rues d'un village, dans cette région rurale pauvre et difficile d'accès. Des vidéos montrent aussi des habitants des zones touchées chargeant des blessés dans un hélicoptère. "Une grande partie de la région est montagneuse et les déplacements sont difficiles. Cela prendra du temps pour transporter les morts et les blessés", a expliqué le ministre des Catastrophes naturelles, Mohammad Abbas Akhund. Limités depuis longtemps en



PH: DR

nombre et en capacité, les services de secours sont inadaptés en Afghanistan pour faire face seuls à une catastrophe naturelle majeure. Et l'aide internationale est difficile à mobiliser, les ONG et agences onusiennes étant moins présentes que par le passé depuis la prise de pouvoir des talibans en août.

SÉISMES FRÉQUENTS

"Le gouvernement fait au mieux de ses capacités", a twitté Anas Haqqani, un autre haut responsable taliban. "Nous espérons que la communauté internationale et les organisations humanitaires aideront aussi les gens dans cette situation terrible." Le séisme a été ressenti dans plusieurs provinces de la région et aussi dans la capitale Kaboul située à environ 200 km au nord de son épicentre. Il l'a également été au Pakistan voisin où une personne a été tuée et quelques maisons endommagées. Le Premier ministre pakistanais, Shehbaz Sharif, s'est dit "profondément peiné" par ce drame et a indiqué que les autorités pakistanaises travaillaient à apporter leur soutien à leurs homologues afghanes. "L'Union européenne suit la situation (...) et se tient

prête à coordonner et fournir une aide d'urgence", a également twitté son envoyé spécial en Afghanistan, Tomas Niklasson. L'ONU a annoncé avoir déployé des équipes chargées d'évaluer l'étendue des dégâts dans plusieurs des zones touchées et, depuis le Vatican, le pape François a exprimé sa "sympathie" aux victimes. L'Afghanistan est fréquemment frappé par des séismes, en particulier dans la chaîne montagneuse de l'Hindu Kush qui se trouve à la jonction entre les plaques tectoniques eurasiennne et indienne. Ces catastrophes peuvent être particulièrement ravageuses en raison de la faible résistance des maisons afghanes rurales. En octobre 2015, un puissant séisme de magnitude 7,5 avait frappé la chaîne de l'Hindu Kush, à cheval sur l'Afghanistan et le Pakistan, faisant au total plus de 380 morts dans ces deux pays. Depuis l'arrivée au pouvoir des talibans à Kaboul, l'Afghanistan est plongé dans une grave crise financière et humanitaire provoquée par le gel de milliards d'avoirs détenus à l'étranger et l'arrêt brutal de l'aide internationale qui portait le pays à bout de bras depuis 20 ans et qui revient désormais au compte-gouttes.

BRÉSIL

Lula présente un programme axé sur le social et l'environnement

Les politiques sociales et la défense de l'Amazonie seront les priorités de Lula en cas de victoire à la présidentielle d'octobre au Brésil, a promis mardi l'ex-président de gauche lors de la présentation de son programme. "Nous devons reconstruire le pays, et toute construction doit être basée sur de bonnes fondations.

Ce programme en est la base", a déclaré Luiz Inacio Lula da Silva lors d'une cérémonie à Sao Paulo (sud-est du Brésil), en compagnie de son colistier Geraldo Alckmin et de représentants des sept partis formant la coalition de gauche "Vamos juntos pelo Brasil"

("Tous ensemble pour le Brésil"). Favori des sondages avec 48% des intentions de vote au 1er tour, contre 27% pour le président sortant d'extrême droite Jair Bolsonaro, Lula a présenté son programme en 121 points pour "remettre le Brésil sur les rails après la destruction causée par le gouvernement" actuel.

Selon ce document, la première mission d'un éventuel gouvernement Lula sera d'améliorer "les conditions de vie de l'immense majorité de la population brésilienne, ceux qui souffrent de la crise, de la faim, de la baisse du pouvoir d'achat (...) avec des mesures d'urgence, mais aussi des

réformes structurelles". La lutte contre l'inflation, qui a atteint 11,73% sur un an en mai, est jugée "prioritaire". Lula accuse le gouvernement Bolsonaro d'avoir "abandonné" ce combat contre la hausse des prix. Selon lui, le chef de l'Etat "pourrait obliger le PDG de (la compagnie pétrolière publique) Petrobras à réduire le prix des carburants, mais il ne le fait pas pour éviter de se brouiller avec les actionnaires qui se partagent des bénéfices exorbitants".

Lundi, le patron de Petrobras a démissionné après les vives critiques de Jair Bolsonaro qui ont suivi une nouvelle augmentation du prix de l'es-

sence et du gazole. Dans son programme, Lula, qui brigue un troisième mandat après avoir déjà gouverné le pays de 2003 à 2010, dit vouloir changer la politique tarifaire de la compagnie, liée au marché international.

Ce programme juge par ailleurs "impératif de défendre l'Amazonie", s'opposant à "la politique de destruction" du gouvernement Bolsonaro. "Nous combattons les délits environnementaux (...) et nous assurerons la protection des droits et des territoires des peuples indigènes contre l'avancée d'activités prédatrices" comme l'orpaillage illégal ou le trafic de bois.

PALESTINIEN TUÉ PAR DES COLONS EN CISJORDANIE OCCUPÉE L'ONU appelle à traduire les criminels en justice

Le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Tor Wennesland, a dénoncé mardi l'assassinat la veille, du jeune Palestinien, Ali Hassan Harb en Cisjordanie occupée, appelant à traduire les criminels en justice, selon l'agence de presse palestinienne, Wafa. "Je condamne le meurtre du Palestinien, Ali Hassan Harb, qui aurait été commis par un colon près de Salfit en Cisjordanie occupée", a écrit M. Tor sur son compte tweeter, présentant ses "sincères condoléances à sa famille". M. Wennesland a ajouté que les auteurs du meurtre doivent être tenus "pour responsables et rapidement traduits en justice". Le jeune Palestinien de 27 ans, a été mortellement poignardé par un colon dans le village d'Iskaka, au nord de la Cisjordanie occupée, avait indiqué le ministère palestinien de la Santé. Selon des témoins palestiniens, Ali Hassan Harb était en train de travailler la terre lorsque des colons l'ont attaqué.

IRAK

Six morts dans des heurts tribaux

Six personnes, dont un soldat, ont été tuées mercredi dans le sud de l'Irak lors d'une dispute armée entre deux tribus après un contentieux sur des terres agricoles, a indiqué la police. "Six personnes, dont un militaire, ont été tuées lors d'un conflit entre deux tribus dans le district Al-Uzair", situé au sud de la ville d'Amarah, chef-lieu de la province de Missane, a indiqué Saad al-Zaidi, porte-parole de la police locale. Le soldat faisait partie d'une des deux tribus et "était en congé lorsque le conflit a éclaté en raison de différends au sujet de terres agricoles", a-t-il précisé. L'affrontement entre les deux clans "a duré plusieurs heures", a-t-il dit. Malgré un important dispositif sécuritaire déployé par les autorités, la province de Missane, reste une véritable poudrière où les rivalités tribales dégénèrent en lutte armée. Début mai, des heurts entre membres d'une même tribu pour des terres agricoles avaient fait huit morts dans la même région.

PUB

**S
T
R
O
P
S**

**ALORS QU'IL ÉTAIT PRESSENTI
POUR CHANGER D'AIR**

**Mahrez parti
pour rester
à Manchester
City**

Après avoir suscité les spéculations sur son avenir à Manchester City, voilà que le capitaine des Verts, Riyad Mahrez, est bien parti pour poursuivre l'aventure avec le champion d'Angleterre sortant.



En effet, tous les indices indiquent que Riyad Mahrez est sur le point de signer un nouveau contrat. Mieux, les médias anglais annoncent qu'un accord verbal a été trouvé entre Mahrez et le club pour prolonger son bail avec les Citizens.

Selon les mêmes sources, le nouveau contrat sera signé dans les prochains jours, au moment où ses coéquipiers Raheem Sterling et Jesus Gabriel devront prendre la porte cet été, assure-t-on.

Il faut dire que cet accord trouvé entre les deux parties mettrait fin aux spéculations sur le futur de Riyad Mahrez que la presse anglaise a envoyé dans plusieurs clubs (Chelsea, Juventus, PSG...), des rumeurs auxquelles notre international n'a jamais réagi.

Cependant dans son proche entourage on a laissé entendre que Mahrez n'avait pas envie de quitter Manchester City, surtout après la belle saison qu'il vient d'accomplir, lui qui a terminé meilleur buteur de son équipe, toutes compétitions confondues.

C'est dire qu'un départ cet

été l'aurait attristé, lui qui se plait bien et a réussi en outre à devenir le chouchou des supporters de Manchester City qui l'adulent et ont tous espéré qu'il reste au club, sans doute heureux que leur idole va les enchanter d'autres années encore.

A Manchester City, on se frotte déjà les mains pour voir l'Algérien constituer un duo de feu avec leur nouvelle recrue Erling Haaland. Les deux joueurs ayant tissé des liens d'amitié solides lorsqu'ils se sont croisés dans une île grecque en été 2021 pendant leur séjour où ils étaient tout

le temps ensemble. Les vidéos qui ont circulé sur la toile ont montré que les deux joueurs s'apprécient mutuellement. D'ailleurs, lors de sa présentation officielle, il y a deux semaines, Erling Haaland avait révélé que Riyad Mahrez l'avait vivement encouragé à opter pour Manchester City. D'aucuns prévoient que cette complicité entre les deux attaquants facilitera certainement leur entente sur le terrain pour le grand plaisir des Citizens.

Hakim S.

SEBGAG AUX SPORTIFS ALGÉRIENS :

«La balle est dans votre camp»

Une cérémonie présidée par le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrezak Sebgag a été organisée, dans la soirée de mardi, en l'honneur des membres de la délégation algérienne concernée par la 19e édition des Jeux méditerranéens.

Cette cérémonie est intervenue la veille du départ du premier contingent de cette délégation à Oran. Dans son allocution devant les joueurs, le ministre a notamment exhorté les représentants algériens à s'illustrer lors des JM d'Oran.

«Tous les regards étaient braqués vers Oran tout au long des derniers mois pour suivre l'évolution des préparatifs du pays pour le rendez-vous méditerranéen. À présent, tout est fin prêt pour que l'Algérien accueille comme il se doit cette aussi grande manifestation qu'elle n'a pas organisée depuis très longtemps. L'Etat a tout mis à votre disposition pour réussir une préparation de premier ordre, et désormais, la balle est dans votre camp. Tout le monde attend de vous de brillants résultats», a dit M. Sebgag à l'adresse des sportifs algériens. Étaient présents à cette cérémonie, entre autres, le président du Comité olympique, Abderrahmane Hammad, et le président du Haut conseil de la jeunesse, Mustapha Hidaoui. Le premier départ de la délégation



algérienne vers la ville d'Oran en prévision des Jeux méditerranéens (25 Juin-6 Juillet 2022) a été effectué hier. Il a concerné les disciplines suivantes: Tir à l'arc, Badminton, Boules, Boxe, Lutte, Raflé et billard, Gymnastique, Judo, Karaté, Tir sportif. Nos équipes nationales sont encadrées et accompagnées des

membres du staff technique et médical du COA. Pour rappel, et à l'exception du waterpolo, l'Algérie sera présente dans les 23 autres disciplines sportives programmées à l'occasion de ces JM. La délégation algérienne a débarqué dans la capitale de l'Ouest en début d'après-midi.

H. S.

JM-ORAN 2022

SALIM DADA, MUSICOLOGUE

La cérémonie d'ouverture sera "une œuvre artistique complète"

Le président de la Commission des cérémonies d'ouverture et de clôture de la 19^{ème} édition des JM Oran 2022, le musicologue Salim Dada, a assuré, mardi, que la cérémonie prévue samedi prochain sera "une œuvre artistique complète utilisant les techniques modernes".

Animant une conférence de presse, Salim Dada a indiqué que "la cérémonie d'ouverture des JM sera une grande cérémonie que l'Algérie vivra pour la première fois depuis le recouvrement de l'indépendance nationale. Elle sera une œuvre artistique complète avec tous les éléments expressifs aussi bien sur le plan du scénario, de la chorégraphie, de la mise en scène et de la scénographie avec le recours à des techniques de pointe". La



cérémonie sera exécutée par un orchestre symphonique composé d'une centaine de musiciens. Elle comprendra des mouvements artistiques d'ensemble sur une superficie de 9.000 mètres carrés et 500 drones seront utilisés à cette fin, en plus d'un spectacle son et lumière et des jeux pyrotechniques. La présentation artistique de la cérémonie d'ouverture comprend 20 tableaux avec la participation de 800 personnes, dont des artistes, des danseurs, des techniciens de l'image et de l'éclairage a ajouté Salim Dada, également directeur artistique de la cérémonie et scénariste du spectacle. Le scénario mettra en exergue les multiples facettes de la culture algérienne en général, celle de la région Ouest et

de la ville d'Oran, l'impact de la culture algérienne dans le bassin méditerranéen ainsi que la contribution des personnalités algériennes à la civilisation humaine au niveau de la Méditerranée, a précisé Salim Dada, tout en signalant la participation de grandes figures artistiques algériennes. Concernant les activités culturelles et artistiques prévues parallèlement aux JM Oran2022, le président de la Commission des cérémonies d'ouverture et de clôture des JM a donné, lors de cette conférence de presse un aperçu complet de l'agenda culturel qui comprend plusieurs manifestations de théâtre, d'art plastique, de littérature, de chant, de danses, de cinéma ainsi que des expositions d'artisanat et autres.

BILAL-ISLAM HADI, DTN DE LA FÉDÉRATION ALGÉRIENNE D'ESCRIME

«Notre objectif aller le plus loin possible»

La sélection nationale d'escrime (masculine et féminine), avec ses trois spécialités (épée, sabre et fleuret) prendra part aux Jeux méditerranéens-2022 d'Oran (25 juin-6 juillet) avec l'ambition de réaliser une bonne prestation et essayer d'avancer dans les éliminatoires d'une compétition rehaussée par la présence de champions olympiques, selon le directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne d'escrime (FAES). "A Oran, nos représentants vont affronter les ténors de la discipline escrime, notamment des champions olympiques, ce qui n'est pas pour faciliter la tâche de nos escrimeurs, mais l'objectif des Algériens est d'aller le plus loin possible", a déclaré à l'APS, le DTN, Bilal-Islam Hadi.

Pour le responsable technique algérien, parler de chance de médaille pour ses capés, est difficile à concevoir, devant des adversaires dont le niveau n'est plus à présenter et qui sont habitués aux grands événements sportifs (mondiaux, jeux olympiques), mais le rêve reste permis, tant qu'il est mesuré.

"Nous ne pouvons pas parler de médailles, car nos athlètes vont affronter des adversaires médaillés olympiques, d'où la difficulté pour nous de jouer les premiers rôles", a indiqué Bilal-Islam Hadi. Et d'ajouter : "le tournoi verra la participation de pays très réputés dans la discipline, à l'image de la France, l'Italie, l'Espagne, la Turquie et même l'Égypte, mais nous allons défendre nos chances à fond, tout en suivant

la progression de nos capés voire leur réaction dans les combats". Analysant les chances des filles, le DTN a relevé la qualité et le potentiel des escrimeuses algériennes, surtout dans l'épreuve de l'épée, à l'image de Saoussen Boudiaf et Kahali Noura-Zahra qui se trouvent en stage de préparation en France. "Nous comptons sur ses deux athlètes pour une bonne représentativité", a-t-il souhaité. En prévision du rendez-vous méditerranéen, les athlètes algériens ont effectué des stages continus depuis le début de la saison sportive au niveau des deux salles fédérales, à Ben Aknoun et Ghermoul à Alger.

Avant ce grand rendez-vous sportif, les athlètes spécialisés dans les spécialités du fleuret et du sabre effectuent un stage de préparatoire du 1er au 15 juin au complexe sportif "El-

Baz" à Sétif, alors que ceux de l'épée sont regroupés à Ghermoul (Alger), avant de prendre la direction du Maroc où ils ont participé au Championnat d'Afrique catégorie seniors (15-19 juin), une dernière compétition d'évaluation et de perfectionnement, avant de rallier, juste après, le village méditerranéen à Oran.

Au championnat continental de Casablanca, les escrimeurs algériens ont remporté huit médailles (2 or, 2 argent, 4 bronze). Le premier titre africain a été décroché par Zahra Kahli qui a battu en finale du sabre féminin l'Égyptienne Nada Hafez (15-10), et le second par l'équipe de sabre féminin, composée de Saoussen Boudiaf, Zahra Kahli, Abik Bounekab et Kaouter Mohamed-Belkhir, après sa victoire en finale devant la Tunisie (45-27). Aux jeux méditerranéens-

2022, les compétitions d'escrime se dérouleront au Centre de Conférences de l'Hôtel Méridien à Oran les 3, 4 et 5 juillet.

Listes des athlètes

Épée masculine : Berkani Raphael - Kraria Cherif - Menaoer Benreguia
Épée féminine : Gueham Maroua- Zebboudj Youssra- Malek Léa Racha
Sabre masculin : Bounabi Akram - Izem Adem - Bounchada Zacharia - Bounaceur Belsem

Sabre féminin : Boudiaf Saoussen - Kehli Zohra - Boungab Abik - Mohamed Belkhir Kaouter
Fleuret masculin : Heroui Salim - Madi Youcef - Fellah Dani-Adam
Fleuret féminin : Mebarki meriem - Guemmar Nihal - Benchechor Selma- Zebboudj Sonia

CJUM

Huit candidats, dont deux algériens, retenus pour les élections de la Commission des athlètes

Huit candidats, dont deux algériens, ont été retenus pour les élections de la Commission des athlètes du Comité international des Jeux méditerranéens (CJUM), prévues entre le 26 juin et le 4 juillet au Village méditerranéen d'Oran. "Les bureaux de vote seront situés devant les restaurants dans le Village méditerranéen et seront ouverts du 26 juin au 4 juillet. Les résultats seront annoncés le 5 juillet", a précisé le CJUM sur son site officiel. Outre les Algériens, Amel Melih (natation) et Sid Ali Boudina (aviron), le CJUM a retenu les candidatures de la Turque Yasemin Ecem Anagoz (tir à l'arc), des Slovénes Saso Bertoncelj (gymnastique artistique) et Marusa Mismas-Zrimsek (athlétisme), de la Grecque Maria Prevolaraki (lutte) et des Français Alexandre Camarasa (water-polo) et Delphine Reau (tir sportif). Conformément aux règlements de la commission, quatre athlètes – deux hommes et deux dames – seront élus afin d'assurer l'équilibre entre les deux genres. Leur rôle consistera à défendre les intérêts des athlètes et à faire le lien entre les athlètes et le CJUM. Pour rappel, le boxeur algérien Mohamed Flissi avait été élu membre de cette commission lors de la précédente édition des Jeux méditerranéens, disputée à Tarragone (Espagne) en juin 2018.

MERCATO

Brahimi rejoint Al-Gharafa SC

Le milieu offensif international algérien Yacine Brahimi s'est engagé avec Al-Gharafa-SC, a annoncé le club pensionnaire du championnat qatari de football mardi sur son compte officiel Twitter, sans préciser la durée du contrat. Brahimi (32 ans) a annoncé un peu plus tôt dans la journée sa décision de quitter Al-Rayyan SC, qu'il avait rejoint en 2019 en provenance du FC Porto (Portugal), dans un post publié sur son compte officiel Instagram. "Salam à toute la famille d'Al-Rayyan SC. Je tiens à remercier tout le monde pour les trois années passées avec vous, notamment pour votre soutien permanent à ma personne. Je garde de beaux souvenirs de mon passage", a-t-il indiqué. Al-Gharafa SC, où évolue l'attaquant international algérien Sofiane Henni, constitue le deuxième club pour Brahimi en dehors du continent européen, lui qui avait porté notamment les couleurs du Stade rennais (France) et du FC Grenade (Espagne). La formation d'Al-Gharafa SC a terminé la saison 2021-2022 à la 5e place au classement final du championnat qatari, qui a vu Al-Sadd de l'attaquant algérien Baghdad Bounedjah conserver son titre. Convoqué pour la dernière Coupe d'Afrique des nations CAN-2022 au Cameroun, Brahimi n'avait pas été retenu pour les barrages du Mondial 2022 face au Cameroun, disputés en mars, mais également pour les deux premières journées des qualifications de la CAN-2023 jouées en juin : à domicile face à l'Ouganda (2-0) et en déplacement devant la Tanzanie (2-0).

Bensayah rejoint les saoudiens d'Al-Jabalain FC

L'attaquant international A' et capitaine de la JS Kabylie Réda Bensayah s'est engagé avec Al-Jabalain FC, pensionnaire de la division 2 saoudienne de football, a annoncé le club mardi soir sur son compte officiel Twitter. Le natif de Bouira âgé de 27 ans, met fin ainsi à trois saisons de collaboration avec la formation kabyle, qu'il avait rejoint en 2019 en provenance de la JSM Béjaïa. Avec les "Canaris", Bensayah a remporté la Ligue de football professionnel en 2021 et avait atteint la finale de la Coupe de la Confédération africaine, perdue la même année face au Raja Casablanca (1-2) à Cotonou. Il s'agit d'un véritable coup dur pour la JSK qui perd son meilleur buteur, qui a planté 10 buts lors de la saison 2021-2022. Al-Jabalain FC, basé dans la ville de Haïl, a terminé le précédent exercice à la 5e place au tableau avec 61 points, à cinq longueurs du leader Al-Khaleej, promu en division 1. Convoqué régulièrement en équipe nationale A', composée de joueurs locaux, Bensayah ne pourra pas prendre part au Championnat d'Afrique CHAN-2023 prévu en Algérie (8-31 janvier).

LIGUE 2 (2022-2023)

Les droits d'engagement fixés à 2.500.000 dinars

Les frais d'engagement pour la saison 2022-2023 de la Ligue 2 amateur de football sont fixés à 2.500.000 dinars, a annoncé la Ligue nationale du football Amateur (LNFA) mardi sur son site officiel. La circulaire de la Fédération algérienne (FAF) transmise aux ligues indique que cette décision a été prise par le Bureau Fédéral en date du 28 avril 2022, précise la même source. Par ailleurs, les frais d'engagement pour les clubs pensionnaires de la division inter-régions 2022-2023 sont fixés à 1.200.000 dinars.

TRANSFERTS

Gros coup du Bayern Munich qui s'offre Sadio Mané

"Le transfert royal du Bayern": pour la presse allemande, le recrutement de Sadio Mané, officialisé mercredi, est le coup le plus spectaculaire de l'histoire du "Rekordmeister", qui s'est rarement offert de joueur de ce standing.

Le Sénégalais, candidat au Ballon d'Or, arrive en effet en Bavière au sommet de sa gloire, dans un club d'ordinaire habitué à attirer des joueurs prometteurs pour les hisser ensuite vers le statut de stars: Franck Ribéry, Arjen Robben, Manuel Neuer, Robert Lewandowski... A 30 ans, Mané aura coûté aux Allemands un montant estimé à 40 millions d'euros environ, pour un contrat qui court jusqu'en 2025. Mais l'investissement semblait indispensable, alors que deux des attaquants vedettes munichoïses, Robert Lewandowski et Serge Gnabry, pourraient quitter l'effectif en fin de saison. Le buteur polonais, double meilleur joueur Fifa 2020 et 2021, a très clairement exprimé son désir de partir, quitte à aller au clash avec ses dirigeants, alors qu'il lui reste une année de contrat. Certes ses statistiques ne font pas de Mané un clone de Lewandowski, l'homme à plus de 40 buts par saisons.

LÉGENDE RED

Mais le Sénégalais a tout de

même marqué 111 fois en 263 matches en Premier League avec le Southampton FC (de 2014 à 2016) et Liverpool (à partir de 2016), plus 47 passes décisives. Lors de ses 55 apparitions en Ligue des champions, il a marqué 24 buts, accompagnés de huit passes décisives. Avant de rejoindre l'Angleterre, Mané s'était fait un nom au RB Salzburg (63 matchs/31 buts), où il a appris l'allemand. Mais c'est à Liverpool qu'il a acquis son statut de star mondiale, et qu'il est devenu une légende pour les milliers de supporters des Reds. Pour ce fils d'un imam d'un village de Casamance, la route vers la gloire n'a jamais été un long fleuve tranquille. "Au village, tu vas être cultivateur, il n'y a pas d'autre boulot à faire. Mon rêve de gamin, c'était d'écrire l'histoire et de gagner tous les trophées", avait-il raconté dans un documentaire de Rakuten TV "Sadio Mané: made in Senegal". Repéré par Metz, dans un club partenaire de Dakar, où il s'était exilé à 400 km de son village natal, il rejoint le Vieux Continent

ITALIE

La justice enquête sur le transfert d'Osimhen à Naples

La justice italienne a ouvert une enquête sur le club de Naples, qu'elle soupçonne de fraude comptable dans le recrutement de l'attaquant nigérian Victor Osimhen, arrivé en 2020, en provenance de Lille, selon une source judiciaire. Des perquisitions ont eu lieu dans les bureaux du Napoli, aussi bien à Castel Volturno qu'à Rome, "visant à recueillir des documents en relation avec des comportements illégaux présumés, liés à la vente et à l'achat de certains joueurs, à l'été 2020", a indiqué le parquet de Naples dans un communiqué. Le parquet indique que les perquisitions menées en Italie répondent à des demandes émanant des autorités judiciaires italiennes et françaises. Le club de Lille avait aussi été l'objet d'une perquisition dans le dossier Osimhen, en mai. L'attaquant nigérian a rejoint Naples en 2020, dans le cadre d'un transfert estimé à environ 70 millions d'euros. Mais le Napoli a fait baisser la facture en vendant au club français quatre joueurs pour un total d'environ 20 millions d'euros. Cette somme a été considérée par la presse comme largement surévaluée au vu du profil des joueurs en question, dont trois n'ont en fait jamais évolué à Lille. En avril, l'avocat du club italien avait défendu la "sincérité de l'opération" Osimhen en marge d'une autre procédure, lancée par la justice sportive italienne contre une dizaine de clubs pour des fraudes comptables présumées. Tous ces clubs avaient été acquittés dans ce volet sportif. "On a mis en évidence la sincérité de l'opération, en démontrant comment la valeur d'Osimhen, et des quatre joueurs transférés de Naples à Lille,



en plein hiver lorrain, début 2011. Trois ans plus tard, il part au RB Salzburg, le club d'où sont sortis entre autres Naby Keita, Erling Haaland ou encore Dayot Upamecano. En Autriche, il progresse dans tous les compartiments de son jeu, et se trouve prêt, en 2014, à tenter l'aventure de la Premier League, à Southampton pendant deux saisons, puis à Liverpool, où il devient le deuxième transfert le plus élevé de l'histoire des Reds, à l'époque, pour 37 millions de Livres (43 M EUR). Avec Roberto Firmino, Mohamed Salah ou Virgil van Dijk, il fait partie de ces recrues des années 2015-2018 qui ont transformé le visage de Liverpool

et ramené le club au sommet de la hiérarchie anglaise et européenne. La rigueur, chez Mané, n'est pas un vain mot: sa vie tourne autour de trois pôles: le football, l'entretien de son corps pour être aussi compétitif que possible, et la prière, la religion ayant une place importante mais discrète dans sa vie. Mais à 30 ans, après avoir offert la première Coupe d'Afrique des Nations de son histoire au Sénégal, puis un billet pour le Qatar, en transformant deux tirs au buts décisifs, Mané a eu le sentiment d'avoir besoin d'un nouveau défi. Il avait annoncé avant même la finale perdue de la Ligue des champions son intention de quitter Liverpool.

central Claudio Manzi (22 ans), ont eux immédiatement été prêtés puis revendus. Ils évoluaient la saison dernière en 3e ou 4e division en Italie. L'un d'eux, Luigi Liguori, a admis en décembre dernier dans le quotidien La Repubblica n'être "jamais allé à Lille", pas même pour signer le contrat. Ce joueur, vendu au Losc pour quelque 4 millions d'euros, a confié sa "colère" après cette opération qui, a-t-il ajouté, a "pesé" sur sa carrière.

OLYMPIQUE LYONNAIS

L'Américain John Textor devient actionnaire majoritaire

Le président de l'Olympique lyonnais (Ligue 1 française de football) Jean-Michel Aulas, a indiqué mardi que "tout est signé" au sujet d'une prise de participation majoritaire dans l'OL Groupe par Eagle Football Holdings, appartenant à l'Américain John Textor, déjà propriétaire de plusieurs clubs de football. "On s'est mis d'accord, on s'est tapé dans la main dans la nuit (de dimanche à lundi, NDLR) en visio, et à 03h00 lundi tout était signé", a déclaré Aulas, précisant qu'un conseil d'ad-

ministration avait validé lundi l'opération. Celle-ci prévoit un rachat complet des participations de Pathé et d'IDG (respectivement 19,36% et 19,85% du capital) et une cession progressive de Holnest, la holding familiale de Jean-Michel Aulas, qui détient 27,72% du capital. Au terme de cet accord, Jean-Michel Aulas, 73 ans, a également précisé qu'il allait conserver son poste pendant "au moins trois ans". "John a souhaité que je reste (...), ce n'était pas une obligation mais un souhait des fans" et

de tous ceux qui participent à la vie du club, a-t-il dit. L'Américain a visiblement tenu à rassurer pendant la conférence de presse : "Je suis ici comme ressource. L'OL a construit un incroyable équilibre entre sport et divertissement", a-t-il plusieurs fois souligné. Le groupe coté en bourse, a-t-il insisté, "a déjà déployé ses ailes au-delà des frontières, c'est une marque connue partout, c'est le vingtième club au monde, je ne vois pas pourquoi je viendrai tout changer", a-t-il conclu.

INTER MILAN

Inzaghi restera sur le banc jusqu'en 2024

L'entraîneur de l'Inter Milan Simone Inzaghi, 46 ans, a prolongé d'un an son contrat, jusqu'en juin 2024, a annoncé mardi le club nerazzurro. "L'Inter a le plaisir d'annoncer le renouvellement du contrat de Simone Inzaghi" jusqu'en 2024, a-t-il annoncé sur son site avec des photos de l'entraîneur paraphant le document avec le président Steven Zhang. Arrivé il y a an sur le banc de l'Inter, en remplacement d'Antonio Conte, Inzaghi a décroché deux titres pour sa première saison: la Coupe d'Italie et la Supercoupe d'Italie, remportées toutes deux aux dépens de la Juventus Turin. A son actif, Inzaghi a aussi la bonne campagne en Ligue des champions qui a vu les Nerazzurri atteindre les huitièmes de finale pour la première fois depuis dix ans, avec une élimination contre Liverpool (0-2, 1-0). Avant l'Inter, Inzaghi n'avait entraîné que la Lazio, pendant cinq ans (2016-2021), club où il a aussi fait l'essentiel de sa carrière comme joueur et notamment gagné un titre de champion sur le terrain (en 2000). Malgré la politique de rigueur budgétaire instaurée depuis un an par le propriétaire de l'Inter, le groupe chinois Suning, le club nerazzurro se montre actif sur le marché des transferts. Il pourrait notamment conclure prochainement l'arrivée en prêt du Belge Romelu Lukaku, parti il y a un an à Chelsea, et la signature de l'Argentin Paulo Dybala, laissé libre par la Juventus.

SELON AL-KHELAÏFI

L'option Zidane "jamais" envisagée par le PSG

Le président du Paris SG Nasser Al-Khelaïfi assure n'avoir "jamais discuté" avec Zinedine Zidane pour le poste d'entraîneur et confirme des discussions pour recruter Christophe Galtier, dans un entretien au Parisien diffusé mardi. Le dirigeant qatarien "adore" Zidane, un "joueur fantastique" et un "entraîneur exceptionnel", mais le club de la capitale ne l'a pas ciblé pour son banc de touche. "On n'a jamais parlé avec lui, ni directement, ni indirectement", coupe court Al-Khelaïfi, sans écarter ce d'autres personnalités du Qatar aient approché l'ancien N.10 des Bleus: "Quand je dis +nous+, c'est le PSG. Moi, je suis le président du PSG et je n'ai jamais discuté avec lui." Le président parisien assure qu'un virage est en train d'être pris par le club, désireux de se débarrasser "du flashy, du bling-bling, c'est la fin des paillettes". En conséquence, "on a choisi un entraîneur qui sera le meilleur pour ce que nous voulons mettre en place", dit le dirigeant qatarien en confirmant les discussions avec l'actuel entraîneur de Nice, Christophe Galtier. "J'espère qu'on trouvera rapidement un accord mais je respecte Nice et le président (Jean-Pierre) Rivère, chacun défend ses intérêts", a-t-il ajouté. Dans l'entretien, Al-Khelaïfi ne mentionne à aucun moment le nom de l'entraîneur actuel du PSG, l'Argentin Mauricio Pochettino, arrivé en janvier 2021 et à qui il reste une année de contrat. Interrogé au sujet de Leonardo, le directeur sportif démis de ses fonctions, le patron du club a tenu à le "remercier" pour le "travail incroyable" accompli. "On lui souhaite le meilleur. C'est le football... Je sais que beaucoup de clubs vont s'intéresser à lui parce qu'il a beaucoup d'expérience."

CONSTANTINE. SUITE AU VOL DE CÂBLES EN CUIVRE

2 000 familles victimes de coupures d'électricité depuis janvier

Pas moins de 2.000 familles réparties sur cinq communes de Constantine relevant de la Direction de distribution de l'électricité et du gaz de la Circonscription administrative Ali-Mendjeli, ont été victimes de coupures d'électricité depuis janvier 2022, suite au vol de câbles en cuivre, a-t-on appris mardi auprès de la Direction.

Les vols au nombre de 11, ont été recensés entre janvier et mai 2022, à travers les localités d'El Baâraouia et Salah Derradji dans la commune d'El-Khroub, et dans les zones rurales de Beni Yaâgoub et de Dekhla dépendant de la commune d'Ibn Badis, a indiqué à l'APS le responsable de la Direction de distribution de l'électricité et du gaz de la circonscription administrative Ali Mendjeli, Abdelatif Belahrache. La cité des moudjahidine de la Circonscription administrative Ali Mendjeli ainsi que d'autres quartiers au centre-ville d'Aïn Smara, figurent également parmi les endroits ayant été affectés par le phénomène de vol de câbles, a-t-il ajouté. M. Belahrache a également relevé



que ces vols ont provoqué la perte de plus de 1 803 mètres de câbles en cuivre, soulignant que la valeur des câbles volés dépasse les cinq (5) millions Da. Il a affirmé, dans ce contexte, que des plaintes ont été déposées auprès des services sécuritaires pour identifier les auteurs. M. Belahrache a rappelé, par ailleurs, qu'un programme "spécial été 2022", visant à fournir un service de qualité au citoyen en lui assurant une saison estivale "confortable" sans coupures d'électricité, au

niveau notamment des infrastructures réservées à l'approvisionnement en eau potable, a été élaboré par les responsables concernés.

À noter que quatre (4) incidents similaires, causant la perte de 833 mètres de câbles, ont été enregistrés en 2021 par la Direction de distribution de l'électricité et du gaz de la Circonscription administrative Ali-Mendjeli, et ce, dans les localités d'Ouled Rahmoune, Aïn Smara et Aïn Abid.

EL-TARF. CONTRATS

DE PRÉ-EMPLOI

Intégration de plus de 3 300 bénéficiaires dans différents secteurs

Quelque 3.390 bénéficiaires de contrats pré-emploi dans la wilaya d'El-Tarf sur un total de 8 355 personnes concernées par ce dispositifs ont été intégrés dans différents secteurs, a-t-on appris mardi auprès de la Direction locale de l'emploi. Le chef de service emploi et gestion du marché du travail de la Direction de l'emploi, Toufik Tenka, a indiqué, à ce propos, que le taux d'intégration des bénéficiaires de contrats de pré-emploi a atteint 43 % et ce, depuis le lancement de cette opération jusqu'à la mi-juin en cours. M. Tenka a également fait savoir que 559 bénéficiaires de ce type de contrat sur 2007 fonctionnaires concernés ont été intégrés dans le secteur de l'éducation nationale, tandis que plus de 1 448 autres sont sur liste d'attente. Il a ajouté que les 24 communes de la wilaya d'El-Tarf se préparent à l'intégration du plus grand nombre de personnes bénéficiaires de contrats d'insertion relevant de ses divers services. Les statistiques établies par la commission de wilaya, chargée de suivre ce processus, montrent que le nombre global restant des personnes concernées dans ce cadre s'élève à 4 965 fonctionnaires dont la majorité relève du secteur de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire avec 3 241 personnes, a-t-il souligné. Dans la wilaya d'El-Tarf, l'opération d'intégration des travailleurs se poursuit à travers divers secteurs, à l'instar de ceux de la santé, des finances, de la formation professionnelle, de l'environnement, du commerce, de l'industrie, des moudjahidine, de l'énergie, des travaux publics, des transports et des ressources en eau, avec un taux d'intégration qui atteindra 52 % avant la fin du mois de juin en cours, a estimé M. Tenka.

TOUGGOURT. LUTTE CONTRE LE BOUFAROUA

Traitement de près de 200 000 palmiers dattiers productifs

Pas moins de 200 000 palmiers productifs dans la wilaya de Tougourt seront traités contre le boufaroua au titre de la campagne de traitement des palmiers contre les parasites nuisibles, a-t-on appris mardi auprès de la direction des services agricoles de la wilaya. Initiée dans le cadre du programme national de protection de la richesse phoenicicole contre les divers ravageurs et parasites, la première phase de cette campagne préventive qui a été lancée depuis mi-juin, ciblera quelque 70 000 palmiers répartis à travers les palmeraies de la région qui seront traités par les agriculteurs eux-mêmes dans le cadre d'auto-traitement.

Une quantité de 156 litres de pesticides a été distribuée par les subdivisions des services agricoles, a-t-on expliqué. Des équipes relevant de l'Institut national de la protection des végétaux (INPV), ainsi que des opérateurs privés sont aussi chargés du traitement de 130 000 palmiers dattiers notamment dans les palmeraies, qui enregistrent la propagation des foyers de ce ravageur, a-t-on expliqué. Le secteur de l'agriculture de la wilaya de Tougourt œuvre pour la réussite de ce programme préventif par la mobilisation de tous les moyens matériels et humains et le suivi de l'état sanitaire des palmiers productifs. Des actions de sensibilisation et de vulgarisation au pro-

fit des agriculteurs et des producteurs de dattes ont été retenues en marge de cette opération dans le but de les sensibiliser sur l'importance d'une prévention précoce contre les différents ravageurs et maladies qui affectent les cultures agricoles et les inciter à respecter les conditions de protection phytosanitaire par le nettoyage périodique des palmeraies. Il s'agit également de l'utilisation rationnelle des pesticides chimiques à l'aide de dispositifs de pulvérisation pour le contrôle des maladies des plantes, afin d'améliorer le rendement de la production agricole en termes de quantité et de qualité, a-t-on signalé à la DSA de Tougourt.

EL-BAYADH. COMMUNE DE BOUALEM

16 blessés dans deux accidents de la route

Seize personnes ont été blessées à des degrés différents de gravité dans deux accidents de la route survenus mardi dans la commune de Boualem dans la wilaya d'El Bayadh, a-t-on appris auprès de la direction de wilaya de la Protection civile. Le premier accident concerne un mini bus de transport de voyageurs, circulant sur la ligne reliant les communes d'El-Bayadh et Boualem, qui avait dérapé sur la route nationale 47 (RN 47) en raison de la chute de sacs de ciment d'un camion avec remorque qui avait dévié de son chemin, a indiqué la même source. L'accident a fait 13 blessés, âgés de 15 à 60 ans, à différents degrés de gravité qui ont été transférés à la polyclinique de Boualem par les éléments de la protection civile soutenus par les services de la santé, a-t-on fait savoir. Le deuxième accident a eu lieu sur la même route, lorsqu'un véhicule a dérapé occasionnant des blessures à trois personnes qui ont été évacuées par la Protection civile à la polyclinique de cette collectivité locale.

DJELFA. ADE

Vers le recouvrement de près de 5 milliards de DA de créances

L'unité de Djelfa de l'Algérienne des eaux (ADE) s'attelle, actuellement, à recouvrer des créances détenues auprès de ses abonnés, estimées à 4,9 milliards de DA, a-t-on appris, mardi, auprès de cette structure. Selon la chargée de la communication, Aïcha Slimani, l'ADE de Djelfa s'est lancée dans la mise en œuvre de nombreux plans visant le recouvrement des créances détenues par ses clients. L'opération a été entamée, l'année dernière, par une campagne de sensibilisation en direction des citoyens pour les inciter à régler leurs factures dans les délais qui leur sont impartis, a-t-elle fait savoir, signalant sa poursuite, actuellement, avec un durcissement des procédures à l'encontre des mauvais payeurs. Toujours au titre de la campagne nationale initiée par la direction générale de l'Algérienne des eaux, pour recouvrer son dû, sous le slogan "Payez votre facture et nous sommes à votre service", les services de l'unité de Djelfa, ont organisé, en coordination avec les unités de Laghouat et M'sila (relevant de leur territoire de compétence) des sorties sur le terrain pour inciter les clients à payer leurs factures et éviter les coupures d'eau, voire même les poursuites judiciaires. Les ménages ordinaires détiennent le plus gros de ces créances, avec un taux de 85% de factures impayées, a déploré la même responsable, assurant que l'équilibre financier de l'entreprise est tributaire de la réduction de ces créances.

MOSTAGANEM. INCENDIES

Fermeture partielle de certaines forêts

Les services de la wilaya de Mostaganem ont décidé, la fermeture partielle de certains sites forestiers avec la suspension de tous les travaux et activités susceptibles de causer des incendies, a-t-on appris, mardi, auprès de la conservation locale des forêts. Les sites concernés par cette décision de wilaya, valable du 1^{er} juin en cours jusqu'au 31 octobre prochain, sont la forêt des dunes de sable (Stidia), à l'exception de l'endroit de repos et de détente sur la RN 11, la forêt de Chouachi (Hadjadj), à l'exception de l'espace destiné également au repos et détente. Cette décision comprend aussi la fermeture totale des forêts d'Agboub (Safsaf), qui a perdu l'année dernière plus de 50 hectares détruits par les flammes, la forêt de Si Chérif (Achâacha) et la forêt de Mazaghran. En outre, les mêmes services ont décidé, au cours de la même période, de suspendre totalement les travaux et activités qui provoqueraient des incendies dans ces zones, notamment la production du charbon, le fumage des ruches, le pâturage, la chasse, le tourisme et le camping. Les organismes publics et les entreprises en charge des travaux à l'intérieur ou à proximité de ces forêts, ainsi que les citoyens exerçant des activités agricoles peuvent poursuivre leurs travaux à condition d'obtenir une déclaration écrite de la conservation de wilaya des forêts, a-t-on indiqué de même source. Les citoyens résidant dans ces milieux forestiers doivent exercer leurs activités sans restriction, à condition qu'ils respectent les mesures préventives qui empêchent la survenue de tout incendie, parallèlement à la mise en place par la conservation des forêts de la wilaya des panneaux de signalisation.

PRIX NOBEL DE LITTÉRATURE 2021

Le Tanzanien Abdulrazak Gurnah, anticolonialiste, antiracialiste

Abdulrazak Gurnah, écrivain tanzanien, prix Nobel de littérature 2021, a vu dans sa jeunesse les dégâts aussi bien du colonialisme que de la «politique raciale».

Elles l'ont façonné comme romancier. De passage à Paris, cet auteur tanzanien et britannique, tiré d'un certain anonymat à 72 ans par la prestigieuse récompense décernée à Stockholm, se prête de bonne grâce à une promotion au pas de charge de ses romans. Sa vie d'adulte en Angleterre est bien connue, décrite dans ses romans à travers d'autres personnages: son arrivée dans ce pays froid comme demandeur d'asile, la pauvreté, et l'ascension grâce aux études. Mais sa jeunesse sur son île natale de Zanzibar, dans l'océan Indien? Il avait évoqué, dans son discours de réception du Nobel, l'écolier avide de lecture et d'écriture qui préfigurait le romancier. «Du côté de mon père, ils étaient Yéménites. Du côté de ma mère, ce sont des gens de Mombasa, de la côte», dit-il quand on l'interroge sur ses origines.

CONSIDÉRÉ COMME ÉTRANGER

Abdulrazak Gurnah est le neveu d'un riche négociant (en poisson, dattes, épices, etc.) dont le commerce employait toute la famille sous le protectorat britan-



Phs : DR

nique à Zanzibar, qui dura jusqu'en 1963. Il se décrit comme issu de la classe moyenne. Mais en 1964, une révolution d'inspiration marxiste, cubaine, allait conduire à des expropriations et des persécutions contre la population originaire de la péninsule arabique. «C'était une époque difficile pour tout le monde, en particulier les gens que le gouvernement considérait comme étrangers. Cela faisait partie d'un processus de racialisation, tout à fait injuste», raconte-t-il à l'AFP. Sans avenir sur son île, ni dans le nouvel État de Tanzanie sur le continent, il part pour la Grande-Bretagne, où il connaît la misère, et s'élève grâce aux études. Il devient universitaire avant d'être écrivain, publiant son premier roman à 39 ans. Son œuvre est traversée des questions de racisme, d'héritage colonial, d'exil et d'identité, à travers d'autres personnages d'immigrés africains comme lui. Quand il a reçu le Nobel, très peu de Tanzaniens le connaissaient. Après s'être réjouis, ils se sont demandé pourquoi? Lisaient-ils assez? Quels dégâts avait fait la révolution de 1964?

«TOUS ZANZIBARITES»

«Les Arabes m'ont aussi fêté comme écrivain yéménite. J'ai dit: bien, ça me va, si vous voulez. Ce n'est pas comme ça que je me sens, mais ça me va», relève-t-il. «Avant tout je me vois comme Zanzibari-

te», insiste l'écrivain. Il se remémore l'adhésion de sa famille au Parti nationaliste de Zanzibar, dont le leitmotiv était «Nous ne sommes pas Indiens, Arabes, Africains, nous sommes tous Zanzibarites. (...) On ne veut pas être racialisés. Bien sûr la politique raciale l'a emporté, mais je veux toujours adhérer» à cet idéal, souligne-t-il. L'autre pilier, c'était l'anticolonialisme. Il anime toujours le romancier. Dans son discours Nobel, il affirmait: «Nous étions, ceux de notre génération, enfant du colonialisme d'une telle manière que nos parents ne l'étaient pas, ni ceux qui nous ont suivis».

Dès l'école, en anglais, alors que sa langue maternelle était le swahili, et que la culture ancestrale de Zanzibar s'effaçait. Au terme de longues décennies de domination britannique, «nous étions confrontés aux réalisations de la culture coloniale. (...) Les gens comme nous ont dû travailler plus pour comprendre et définir leur relation avec la culture coloniale», considère Abdulrazak Gurnah.

Aujourd'hui, il comprend la jeune génération qui veut abattre les statues de colons, britanniques ou autres: «La symbolique est bonne. Et elle provoque tous ces gens de droite qui sortent du bois et commencent à saigner, pleurer, geindre. Bien. Cela veut dire que la question est maintenue en vie».

GRAND PRIX DE LA FICTION (FRANCE)

«L'amour aux temps des scélérats» de Anouar Benmalek distingué

Le roman "L'amour aux temps des scélérats" de l'écrivain algérien Anouar Benmalek a reçu en France le Grand prix de la fiction, une distinction littéraire qui récompense un ouvrage de fiction francophone, a annoncé son éditeur en Algérie. Publié aux éditions Casbah et présenté au dernier Salon international du livre d'Alger (Sila, 24 mars-2 avril), "L'amour aux temps des scélérats" raconte une histoire d'amour dans un des "lieux les plus outragés par l'intolérance religieuse, la guerre perpétuelle et la tyrannie meurtrière", selon la présentation de l'éditeur. Parti à la recherche de la femme qu'il a folle-

ment aimée, Tammouz, un français converti et candidat à rejoindre des groupes terroristes, rencontre sur sa route Zayélé, adepte d'une vieille religion minoritaire, mais aussi Adams, pilote de drone, ou encore Houda et Yassir, des personnages aussi attachants que surprenants, qui devront choisir entre conscience et survie au cours de leur existence. Auteur d'une trentaine d'ouvrages littéraires, Anouar Benmalek, mathématicien et universitaire, a signé son premier recueil de poésie en 1984, sous le titre "Cortèges d'impatiences". Il décroche le Prix Rachid-Mimouni en 1999 pour son roman "Les

amants désunis" traduit vers une dizaine de langues avant de rafler de nombreux prix en France et en Belgique pour "L'enfant du peuple" en 2000. L'auteur a également participé à de nombreux ouvrages collectifs dont "Algérie 50" (2012), "Des nouvelles d'Algérie" (2005) ou encore "Lettres de rupture" (2002). Organisé depuis 2017 par la Société des gens de lettres (SGDL), une institution privée, le Grand prix de la fiction récompense un ouvrage de fiction (roman, nouvelle et récit) d'un auteur français ou francophone. Il est décerné chaque année au mois de juin.

FESTIVAL NATIONAL DE THÉÂTRE POUR ENFANTS À KHENCHELA

La pièce «Khayal» couronnée meilleur spectacle

La pièce "Khayal" (Imagination) du Théâtre régional de Souk Ahras a décroché le prix du meilleur spectacle de la 10ème édition du Festival national de théâtre pour enfants, clôturé lundi soir à la Maison de la culture Ali Souaï de Khenchela. "Khayal" a décroché la première place sur 11 pièces présentées durant le festival. Le prix de la meilleure interprétation féminine a été décerné à Yousra Manar pour le rôle de Hana dans cette pièce. Le prix de la meilleure interprétation masculine est revenu à Zakaria Mâamria pour son interprétation des rôles de l'écureuil, du renard et du corbeau dans la pièce "Echams Ennaïma" (Le soleil dormant) du théâtre régional d'Oum El-Bouaghi.

Par ailleurs, le commissariat du festival a rendu hommage au cours de la cérémonie de clôture à plusieurs figures ayant marqué de leurs empreintes le mouvement théâtral dans la wilaya de Khenchela.

Placée sous le slogan: "La créativité des descendants résultat de l'héroïsme des aïeux", cette 10ème édition du Festival national du théâtre pour enfants, qui revient après sept ans d'absence, a vu le passage pendant cinq jours de 11 troupes de plusieurs wilayas sous la supervision d'un jury d'artistes et d'académiciens. La manifestation a connu également la participation de 15 pièces présentées dans 15 communes pour faire profiter les enfants des localités reculées de ces spectacles. Parallèlement, des ateliers de formation en dramaturgie (comédie, théâtre des marionnettes et techniques d'animation des marionnettes) ont été organisés au cours du festival.

MUSIQUE

Le groupe «Imidiwen» enchante le public algérois

Le groupe de musique targuie "Imidiwen" a animé mardi à Alger un concert devant un public de fans, envoûtés par des chansons aux rythmes du désert. Accueillis à la salle Ibn Zeydoun, les membres du groupe, issus de Djanet, ont enchanté, deux heures durant, un public en effervescence qui a interagi avec des chansons aux touches originales inspirées des musiques du désert. Devant un public en effervescence qui a dansé aux rythmes du djembé, le groupe, mené par le guitariste et vocaliste Ahmed Khalil, a créé une belle harmonie en alliant la guitare électrique avec des instruments traditionnels.

Vêtus de costumes traditionnels targuis, les membres de la formation ont déroulé un répertoire riche en sonorités et thèmes, gratifiant le public avec un éventail de chansons au rythme envoûtant. "Kalin", une chanson qui évoque la patrie et les origines, ou encore Damâa (Larme), un grand succès du regretté Otmane Bali, reprise dans un nouvel habillage musical. Composé de jeunes artistes du Tassili N'Ajjer, Imidiwen (Les amis) est fondé en 2013 à l'occasion d'un festival local.

DÉCÈS

L'écrivain et journaliste Abdelaziz Boubakir n'est plus



L'écrivain, journaliste et enseignant universitaire algérien, Dr Abdelaziz Boubakir, est décédé mardi à l'âge de 65 ans des suites d'une longue maladie, a-t-on appris auprès de ses proches. Le défunt a consacré sa vie à l'écriture, à l'enseignement universitaire, au journalisme et à la traduction, notamment du russe vers l'arabe. Né à Jijel en 1957, le défunt a commencé ses études dans sa ville natale puis à l'université d'Alger où il a étudié le journalisme et l'information avant de poursuivre son cursus universitaire en Russie. De retour en Algérie, Dr Boubakir a occupé le poste de chef du département audiovisuel à l'Institut des sciences de l'information et de la communication, puis directeur du Centre d'Enseignement Intensif des langues à l'Université d'Alger. Il a été également rédacteur en chef du journal "El Khabar Hebdo" et de la revue "Maâlim" relevant du Haut conseil de la langue arabe (HCLA). Le défunt compte à son actif de nombreux écrits, dont "La littérature algérienne au miroir orientaliste", et "L'Algérie vue par les orientalistes russes". Il a également traduit de nombreux livres du russe vers l'arabe, dont "L'intelligentsia maghrébine" et "L'élite algérienne au début du XXe siècle".

Les courses en direct



HIPPODROME GUELLAB ATTIA-M'SILA
JEUDI 23 JUIN 2022 - PRIX : JAMYL - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 300 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 16H00
TIERCÉ -QUARTÉ -QUINTÉ

Il y aura du monde à l'arrivée

Le quinté de ce jeudi 23 juin à l'hippodrome de M'sila, avec ce prix Jamyl réservé pour chevaux de quatre ans et plus arabe pur n'ayant pas totalisé la somme de 61.000 dinars en gains et places depuis octobre passé, s'annonce tout de même très intéressant; puisque sur les treize candidats engagés, ils seront pas moins de onze (11) éléments à disputer l'arrivée. En effet, à l'exception de Khebab et Djenoursa qui n'ont pratiquement aucune chance le reste du peloton garde des chances intactes pour faire l'arrivée.

LES PARTANTS AU CRIBLE

- 1. CELLAMARE.** Ses performances parlent pour lui on ne peut lui faire un interdit pour les places.
- 2. BAREQ.** Il trouve ici un engagement qui peut lui convenir d'autant qu'il court dans son parcours de prédilection. Méfiance.
- 3. KENZAT EL HIDHAB.** Cette pouliche est capable d'être redoutable dans ce genre de compétition. A surveiller de près.
- 4. FAUXID.** Il semble toujours au stade de débutant mais comme ils s'agit là d'un poulain de quatre ans, il faut garder un œil sur lui.

PROPRIÉTAIRES	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	POIDS	COR	ENTRAÎNEURS
HARAS DE LAHBIL	1	CELLAMARE	A. YAHIAOUI	56	4	PROPRIÉTAIRE
S. MEKIDECHE	2	BAREQ	A. HAMIDI	56	5	MED. HAMIDI
B. AMRAOUI	3	KENZAT EL HIDHAB	A. SAADI	55	10	PROPRIÉTAIRE
Y. BELARBI	4	FAUXID	F. CHAABI	55	9	PROPRIÉTAIRE
F. HAMIANE	5	SEHM RAFIGO (0)	EH. CHAABI	54	6	PROPRIÉTAIRE
T. BADLIS	6	SABRI	T. LAZREG	54	3	AB. DAOUDARI
H. DJAIET	7	IBTIHAL	CH. ATTALLAH	53	7	PROPRIÉTAIRE
T DLIH	8	RISTA	AH. CHAABI	53	11	K. BERRI
S. AOUINA	9	KHEBBAB	JJ:CH.CHAABANE	52	12	PROPRIÉTAIRE
F. LAZREG	10	MALIK DE CHEBLI	D. BOUBAKRI	53	1	PROPRIÉTAIRE
HARAS DE LAHBIL	11	AMEL EL HABIL	AN. CHAABI	52	2	PROPRIÉTAIRE
H. DJAIET	12	BADINA	JJ:SH. BENYETTOU	52	8	PROPRIÉTAIRE
R. HADJI	13	DJENOURSA	AP:Y. MOUISSI	50	13	PROPRIÉTAIRE

5. SEHM RAFIGO. Il ne fera pas la fête tous les jours quand même. Outsider lointain.

6. SABRI. Ce vieux cheval peut décrocher une place avec T. Lazreg en selle. Méfiance.

7. IBTIHAL. Il n'a que la monte de C. Attallah à son avantage. Outsider assez lointain.

8. RISTA. N'a jamais pu sortir la tête de l'eau, toujours en tête des bat-tus. Mais aujourd'hui, elle va être notre outsider préféré.

9. KHEBBAB. Pas évident, doit d'abord effectuer sa course d'entrée après huit mois d'absence.

10. MALIK DE CHEBLI. Ses deux dernières tentatives son décevantes, il reste difficile à situer. Outsider moyen.

11. AMEL EL HABIL. C'est une jument très rapide sur pieds. Elle est capable de surprendre. Méfiance.

12. BADINA. Elle est bien embusquée au bas du tableau avec 52 kg. Méfiance, elle peut nous créer une désagréable surprise.

13. DJENOURSA. Trop longtemps absente des pistes. Tâche difficile.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

3. KENZAT EL HIDHAB - 1. CELLAMARE - 12. BADINA - 6. SABRI - 11. AMEL EL HABIL

LES CHANCES

8. RISTA - 2. BAREQ

Variole du singe : 277 cas confirmés en France

La France comptait mardi 277 cas confirmés d'infection par le virus de la variole du singe, a annoncé l'agence Santé publique France. "Au 21 juin 2022 à 14H00, 277 cas confirmés de variole du singe ont été rapportés en France", a indiqué l'agence sanitaire dans un communiqué, précisant que l'un d'eux concernait pour la première fois une femme dans le pays, et "dont le mode de transmission est en cours d'investigation". Le dernier bilan publié cinq jours plus tôt, faisait état de 183 cas. Santé publique France précise qu'aucun décès en lien avec la maladie n'a été signalé.

Sur l'ensemble des cas observés en France, il y en a "195 en Ile-de-France, 16 en Occitanie, 14 en Auvergne-Rhône-Alpes, 16 en Nouvelle-Aquitaine, 12 dans les Hauts-de-France, 12 en Provence-Alpes-Côte d'Azur, 6 en Normandie, 1 en Centre-Val de Loire, 1 en Bourgogne-Franche-Comté, 1 en Grand-Est et 3 en Bretagne", ont détaillé les autorités sanitaires. Dernièrement, la ministre de la Santé, Brigitte Bourguignon, avait indiqué que les autorités ne s'attendaient pas à une "flambée" de la maladie, et que le pays disposait de stocks suffisants de vaccins pour les personnes cas contact. Face aux cas de variole du singe, maladie connue chez l'être humain depuis 1970, la Haute autorité de Santé a recommandé le 24 mai la vaccination des adultes, y compris des professionnels de santé, ayant eu un contact à risque avec un malade.

Les retombées de la pandémie continuent à perturber la vie quotidienne aux Etats-Unis

Les répercussions de la pandémie de COVID-19 continuent de perturber la vie quotidienne aux Etats-Unis, où des divisions politiques croissantes pourraient en outre entraver la capacité du pays à résoudre les crises, a déclaré CNN. "De nombreux domaines clés de la vie économique, sociale et nationale, dont le bon fonctionnement était jadis considéré comme allant de soi, sont désormais en proie au chaos", a affirmé une analyse de CNN. La pandémie a laissé derrière elle "un bagage de défis compliqués à gérer", dont certains menacent "les perspectives économiques et le sentiment de sécurité et de bien-être des Américains, comme les craintes croissantes de récession", selon la même source.

Tizi-Ouzou : démantèlement d'un réseau de faussaires

Un réseau de 5 individus spécialisé dans la contrefaçon de sceaux officiels, et faux et usage de faux a été démantelé au courant de cette semaine à Boghni, sud-ouest de Tizi-Ouzou, a rapporté hier un communiqué de la sûreté de wilaya. Cette arrestation a permis la saisie de micros ordinateurs, d'imprimante, scanner, supports informatiques, 57 sceaux contrefaits, des faux documents admi-

nistratifs, et des téléphones portables, ainsi qu'une somme d'argent soupçonnée de provenir des activités de contrefaçon. Présentés au parquet de Draâ El-Mizan pour les faits suscités, deux des cinq individus arrêtés ont été mis en détention préventive, deux autres ont été placés sous contrôle judiciaire et le dernier a été laissé en liberté provisoire, précise le même communiqué.



Accidents de la route : 5 décès et 238 blessés en 24 heures



Cinq (5) personnes ont trouvé la mort et 238 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus à travers différentes régions du pays durant les dernières 24 heures, selon un bilan rendu public hier par la Protection civile. Le bilan fait état également d'un cas de décès par noyade dans la wilaya de Skikda. Il s'agit d'une personne âgée de 21 ans décédée noyée dans une plage autorisée à la baignade, ajoute le communiqué. Les secours de la Protection civile ont procédé, en outre, à l'extinction d'incendies dont quatre (04) feux de forêts, deux (02) feux de maquis, 11 feux de broussailles et 22 feux de récoltes. Ces feux ont ravagé 4 hectares de forêts, 2 hectares de maquis, 18 hectares de broussailles, 116 hectares de blé, 15 hectares d'orge, 376 arbres fruitiers et 620 bottes de foin.

Royaume-Uni : inflation record à 9,1% en mai

Une nouvelle hausse de l'inflation à 9,1%, sur une année, a été enregistrée au Royaume-Uni en mai, soit un record en 40 ans, causée par l'augmentation des prix de l'alimentation et de l'essence, a annoncé hier l'Office des statistiques du pays (ONS). Fin avril le taux d'inflation avait bondi de 7 à 9%, et la Banque d'Angleterre prévoit que la hausse des prix pourrait dépasser 11% d'ici la fin de l'année, alimentant la crise du coût de la vie touchant de plein fouet les ménages les



plus modestes. "Le prix des marchandises quittant les usines a augmenté à son rythme le plus rapide en 45 ans" tandis que "le prix des matières premières a bondi à son rythme le plus rapide jamais enregistré", a commenté le chef économiste de l'ONS, Grant Fitzner, sur Twitter. "Je sais que les gens s'inquiètent de la hausse du coût de la

vie, c'est pourquoi nous avons pris des mesures ciblées pour aider les familles", a fait valoir dans un communiqué le ministre des Finances, Rishi Sunak. Longtemps accusé d'en faire trop peu face à la hausse du coût de la vie, M. Sunak avait annoncé fin mai 15 milliards de livres d'aide et une taxe sur les géants énergétiques, portant à 37 milliards de livres au

total les aides au coût de la vie annoncées cette année par le gouvernement. La Banque d'Angleterre (BoE) a annoncé la semaine dernière une cinquième hausse consécutive de son taux directeur, le portant à 1,25%, nouveau record depuis 2009, pour tenter de calmer l'inflation, qui plombe le pouvoir d'achat des ménages et commence à peser sur l'économie. Le Produit intérieur brut (PIB) du Royaume-Uni avait ainsi baissé en avril pour le deuxième mois consécutif (-0,3%). Le même mois, le taux de chômage était légèrement remonté, à 3,8%, et les salaires en termes réels, c'est à dire ajustés après les hausses de prix, avaient chuté à leur rythme le plus rapide depuis plus d'une décennie.

Saisie de plus d'1 kg de drogues à Tipasa

Une quantité globale de plus d'1 kg de drogues dures et de plus de 3000 comprimés psychotropes a été saisie par les services de la police judiciaire de Tipasa, lors d'opérations distinctes, a indiqué hier un communiqué rendu public par ce corps sécuritaire. Selon le document, ces opérations, inscrites dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, ont également permis l'arrestation de huit personnes actives dans le trafic illégal de drogues et de psychotropes. Il s'agit, selon la même source, de trois opérations distinctes réalisées par les services de la police judiciaire de Tipasa, à l'origine de la saisie d'un (1) kg de cannabis, 30 grammes de drogues dures et 64 comprimés psychotropes, en plus de deux véhicules touristiques et d'une moto, utilisés dans le transport de ces produits prohibés. La 4ème opération a été réalisée suite à des informations parvenues à la Brigade de recherche et d'intervention (BRI) de la sûreté de wilaya, portant sur l'activité d'un réseau de trafic de psychotropes à Tipasa. Suite à quoi un véhicule touristique a été interpellé avec à son bord deux personnes en possession de 2.995 comprimés psychotropes soigneusement dissimulés à l'intérieur du véhicule, également saisi. Les mis en cause dans ces affaires, originaires de Tipasa et d'autres wilayas voisines, ont été présentés devant les procureurs de la République territorialement compétents, a conclu le même communiqué.

AUX POINGS

« il y a encore toute un peuple qui vit dans des camps de réfugiés et dans des territoires occupés et n'est pas en mesure d'engranger les bénéfices de ses droits fondamentaux, dont le droit à vivre libre et indépendant sur ses terres, le Sahara occidental »

Pamela Tshwete, vice-ministre sud-africaine du Développement social



Le Courrier
d'Algérie

Quotidien national d'information
Edité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :
Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30
Compte bancaire :
BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :
Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35

023 70 94 22

023 70 94 30

023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :
PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger

Tél. : 021 73 76 78

Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA

- Est : SIE

- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :
3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine
Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :
6, avenue Khedim Mustapha
Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :
Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerouf - Bouira.
Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgérie@yahoo.fr redaction_courrier@yahoo.fr



Dans la journée : Ensoleillé
Vent : 16 km/h
Humidité : 68 %



Dans la nuit : Nuageux
Vent : 11 km/h
Humidité : 87 %

Dohr : 12h51
Assar : 16h42
Maghreb : 20h14
Îcha : 21h55

Vendredi 24 dou el qaâda
Sobh : 03h38
Chourouk : 05h30

AHMED ABOUL GHEÏT MET FIN À L'INTOX « L'Algérie prépare très sérieusement le Sommet arabe »

Au sortir de sa rencontre avec le président Tebboune, le chef de la Ligue arabe a dû avoir le cœur net sur l'avancée remarquable des préparatifs du prochain Sommet arabe à Alger.



Ph. : DR

Il a ainsi exprimé la confiance de l'organisation en les capacités de l'Algérie quant à relever le double défi, organisation et succès des travaux du rendez-vous. Émanant d'Ahmed Aboul Gheït en personne, ces affirmations sont à même de clouer le bec à ceux qui ont parié sur l'échec du Sommet arabe. Le Makhzen, puisque c'est de ses organes de propagande qu'il s'agit, a beaucoup investi pour torpiller le rendez-vous d'Alger. Et pour cause, non seulement pour avoir trahi la cause palestinienne placée au cœur de ce Sommet mais surtout qu'il obéit désormais

au doigt et à l'œil de son allié sioniste. Avant même de mettre pied en Algérie, le secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Aboul Gheït, a eu une idée sur les préparatifs du Sommet arabe qu'il estime « très sérieux » en prévision et dont la tenue est maintenue à la même date et au même lieu. « J'ai soumis au président Tebboune un rapport exhaustif sur ce dont nous avons convenu avec mon frère et ami, M. Ramtane Lamamra, ministre des Affaires étrangères, concer-

nant les préparatifs de ce Sommet », a d'emblée indiqué Aboul Gheït dans une déclaration à la presse au sortir de l'audience que lui a accordée le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. « Les préparatifs en Algérie sont très sérieux pour la tenue de ce Sommet les 1^e et 2 novembre prochain », a-t-il précisé avec force de conviction. « Nous continuerons, en tant que Secrétaire général de la Ligue arabe et ministre algérien des Affaires étrangères, à préparer

ce Sommet », a-t-il assuré l'Algérie du soutien total de l'organisation. Des propos qui mettent fin à la campagne d'intox menée par le Makhzen qui a laissé entendre, à travers ses relais médiatiques, que l'Algérie n'aurait pas eu le consensus nécessaire parmi les pays arabes pour pouvoir tenir ce Sommet.

Preuve encore à la confiance qui anime l'esprit du SG de la Ligue arabe ainsi placée en l'Algérie, il souligne qu'il « se rendra au Centre international des conférences (CIC) « Abdelatif-Rahal » pour s'enquérir des modalités de tenue du sommet et de tout ce qui est de nature à en assurer le succès ». Qualifiant sa visite en Algérie de « très positive », Aboul Gheït a affirmé que sa rencontre avec le chef de l'État algérien était l'occasion pour « évoquer, de manière très approfondie, la situation sur les scènes régionale, arabe et internationale », soulignant qu'il avait écouté, avec « un vif intérêt », les vues du président de la République et l'intérêt particulier « sincère et honnête » qu'il porte à la région arabe, ainsi que « ses analyses concernant la situation internationale sensible ».

Farid Guellil

CEVITAL

Rebrab prend sa retraite et place son fils

À la tête du groupe agroalimentaire « Cevital » depuis 1998, l'homme d'affaires, magnat du privé algérien, Issad Rebrab, jette l'éponge et quitte définitivement la direction de cette entreprise. Le 30 juin prochain, il cédera le poste de P-DG à son fils, Malik Rebrab, qui n'est pas étranger aux affaires de Cevital. Dans un communiqué rendu public hier, Issad Rebrab, le désormais ex-P-DG du groupe Cevital annonce son départ à la retraite

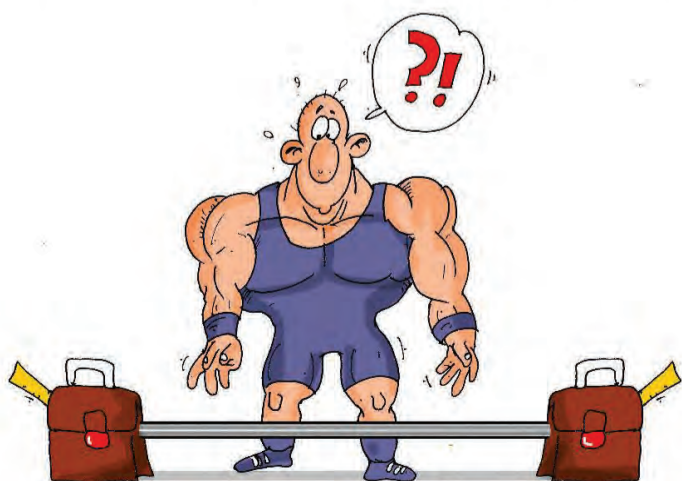
« après plus de 50 années passées au cœur de la vie économique de notre pays et fort du constat de ce qu'est devenu le Groupe Cevital ». Une période à l'issue de laquelle, « je peux affirmer que j'ai vécu cette période avec beaucoup de plaisir et de fierté. Aujourd'hui, au terme d'un processus de transition entamé à la fin de l'année 2020, j'ai décidé de quitter l'ensemble de mes fonctions et mandats à la tête du Groupe Cevital », a-t-il indiqué,

précisant qu'il prendra effectivement sa retraite le 30 juin prochain pour passer le flambeau à son fils Malik dont il dresse le profil et le CV. « Diplômé en Management et Finances, il a déjà exercé de hautes fonctions au sein de Cevital qu'il connaît parfaitement », pouvait-on y lire. « Cette évolution se fera dans la continuité sur les plans opérationnel et stratégique avec l'ensemble de nos collaborateurs et partenaires que je tiens à remercier », ajoute Rebrab, précisant qu'il a « une totale confiance en les équipes qui accompagneront le nouveau P-DG. » Et de conclure que « Cevital restera une entreprise citoyenne qui participe au développement de notre pays et continuera à investir pour créer des emplois, de la richesse et contribuer aux exportations hors hydrocarbures. »

F.G

SOUS-RIRE

Allègement du cartable scolaire



Belmouza

AFFAIRE DE DÉTOURNEMENT D'UN DON DESTINÉ AUX VICTIMES DU TERRORISME

Le procès d'Ould Abbès reporté au 6 juillet

Le pôle pénal économique et financier de Sidi M'hamed a reporté, hier, le procès de l'ancien ministre de la Solidarité, de la Famille et de la Communauté nationale à l'étranger, Djamel Ould Abbès, dans un dossier de corruption lié au détournement de fonds de victimes du terrorisme, au 6 juillet prochain. Le procès a été reporté cette fois-ci en raison de l'accusé principal Ould Abbès, qui se trouve à l'hôpital « Mustapha Pacha » à Alger après être tombé malade. Le 15 juin, le juge de la deuxième chambre du pôle pénal économique et financier a annoncé l'ouverture de l'audience et convoqué les accusés, mais l'équipe de défense de l'ancien ministre de la Solidarité, a déposé une demande d'incorporation contre son client puis a directement demandé au tribunal de surseoir à l'examen de l'affaire. Afin d'examiner et de bien préparer le dossier, le juge a décidé de reporter le procès jusqu'au 22 juin 2022.

Sarah O.

POUR CERNER L'ALGÉRIE Israël cherche à normaliser avec la Tunisie

Le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), Nourdeine Teboubi, a indiqué que des lobbies tentent de cerner l'Algérie en poussant la Tunisie, après le Maroc, à normaliser ses relations diplomatiques avec Israël. Intervenant lors de l'ouverture d'un congrès régional de son organisation syndicale qui s'est tenu à Kairouan, il a affirmé qu'une campagne, menée par des cyber-robots pilotés par des lobbies sionistes tentent de pousser la Tunisie vers la normalisation de ses relations diplomatiques avec l'entité sioniste, « non par amour pour la Tunisie ou la liberté d'expression mais pour d'autres desseins machiavéliques qui visent à cerner l'Algérie », a-t-il précisé. Il faut rappeler que l'UGTT, fondée durant les années quarante du siècle dernier, par Ferhat Hachad, constitue la principale force d'opposition en Tunisie. Elle est restée fidèle au soutien des causes justes, notamment palestinienne, ce qui la met dans la ligne de mire des partisans d'une normalisation avec l'entité sioniste. Il y a quelques jours, des organes de presse avaient fait état de la volonté de Tel Aviv d'engager un processus de normalisation de ses relations avec la Tunisie. Des organisations juives, au motif d'un pèlerinage à l'île de Djerba où sont enterrés plusieurs rabbins et où est implantée la principale synagogue de Tunisie, ont rencontré secrètement des personnalités tunisiennes et certaines associations pour tenter de jeter les embryons d'une coopération qui aboutirait à une normalisation des relations diplomatiques entre les deux pays. L'activisme israélien dans la région est dirigé contre l'Algérie qui reste le seul pays en mesure de contrer ses visées aussi bien dans la région que dans le monde arabe. Il faut rappeler, dans ce cadre, que le prochain sommet de la Ligue arabe, que va abriter l'Algérie, constitue un rendez-vous à ne pas rater pour la Nation arabe. Israël est en train de manœuvrer en coulisse pour torpiller ce sommet ou peser de tout son poids pour peser sur ses résolutions. L'Algérie, qui veut faire de cette rencontre au sommet l'occasion d'un renouveau pour la Ligue arabe et une voix vers l'unité des peuples arabes pour soutenir la cause des peuples en lutte, notamment palestinien et sahraoui, a mobilisé sa diplomatie non seulement pour rapprocher les positions des participants et aplanir les différends pour réunir à la nation la force et la capacité de se remobiliser pour faire aboutir un plan de paix juste au Moyen-Orient et surtout ressouder les rangs arabes divisés par les manipulations et les complots sionistes.

Slimane B.